

BULLETIN
DE L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE
L'OEUVRE D'HENRI DE MAN

N° 25

NOVEMBRE 1998

SOMMAIRE

GERD KOCH	Editorial	1
	Zweimal Lehrstücke: Bertolt Brechts und Hendrik de Mans Vorstellungen kulturell-politischen Lernens in den zwanziger und dreißiger Jahren	3
PIET DE BUYSER	Het proces de Man	15
	Le procès d'Henri de Man (résumé)	51
MICHEL BRÉLAZ	Henri de Man entre idéologie et réalité	59
	Informations	77
	Publications disponibles.....	79

Editeur

ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'ŒUVRE D'HENRI DE MAN

VERENIGING VOOR DE STUDIE VAN HET WERK VAN HENDRIK DE MAN

Siège: Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques
Boulevard Carl-Vogt 102, CH-1211 Genève 4 (Suisse)

Secrétariat pour la Belgique et les Pays-Bas: Jan Ockeghemstraat 16,
B-2650 Edegem (Belgique)

Rédacteurs responsables

Johnny Anthoons, Krawatenstraat 97, B-3470 Kortenaken (Belgique)
Michel Brélaz, Ch. Champs-Gottreux 8, CH-1212 Grand-Lancy (Suisse)

Les textes, signés ou non, n'expriment pas nécessairement les vues de l'Association, de son comité et de ses membres. Ils peuvent être cités, moyennant l'indication de la source, mais ne peuvent être reproduits ou traduits, en tout ou en partie, qu'avec l'autorisation préalable de l'éditeur.

EDITORIAL

Le 22 novembre 1997 notre Association organisait un après-midi d'études à l'«Erasmus Hogeschool» de Bruxelles (l'ancienne Ecole Ouvrière Supérieure) sur le thème d'Henri de Man et la seconde guerre mondiale. Nous avons le plaisir aujourd'hui de présenter à nos lecteurs les contributions de Piet De Buyser et de Michel Brélaz. Faute du temps nécessaire, le professeur Herman Van Goethem, coauteur avec Jan Velaers de *Leopold III, de Koning, het land, de oorlog* n'a pas eu l'occasion de nous fournir le texte de son exposé. Nous espérons publier, dans un prochain numéro, sa synthèse qui a le mérite de compléter le débat en le situant au-dessus des partis pris habituels.

Piet De Buyser s'est posé la question de savoir si de Man avait eu droit à un procès équitable. Il lui a fallu pour cela remonter à des sources difficiles d'accès et obtenir l'autorisation de les consulter. Fort de ses investigations, il est arrivé à un certain nombre de conclusions pour le moins étonnantes. Les sénateurs, qui ont levé son immunité parlementaire, les substituts chargés de l'instruction, certains des témoins entendus et les magistrats appelés à le juger, tous ont leur part de responsabilité en l'occurrence. Le procès est entaché de fausses accusations, de fautes de procédure, d'atteintes au principe de la séparation des pouvoirs, d'insuffisances dans l'établissement des faits et de violations des droits de la défense. Il montre au surplus que des personnalités notoires ont fait preuve à cette occasion de lâcheté, de mesquinerie et parfois de méchanceté afin d'éliminer un opposant politique qui les dérangeait. Un historien du droit serait sans doute en mesure de nuancer le tableau par une analyse rigoureuse de la procédure judiciaire. Il n'en demeure pas moins, comme le constate Piet De Buyser, que politique et justice sont difficilement compatibles.

Michel Brélaz était chargé de présenter l'évolution politique d'Henri de Man dans les années de l'immédiat avant-guerre. Son exposé est un survol assez rapide des années 1933 à 1940 au cours desquelles on voit s'esquisser les thèmes de réflexion et d'action qui conduiront de Man à son fameux manifeste de juin 1940. Ses conclusions vont résolument à l'encontre des jugements à l'emporte-pièce de l'histoire médiatisée, en particulier de celle qui a tenté de faire d'Henri de Man un des grands inspirateurs de l'idéologie fasciste. C'est, selon Michel Brélaz, à la fois une mauvaise action intellectuelle et, ce qui est pis encore, une banalisation inquiétante du véritable fascisme.

Précisons à toutes fins utiles que ces contributions ne sont pas le «mot à mot» des exposés oraux présentés lors de l'après-midi d'études. Elles en reflètent l'essentiel mais comportent également des éléments qui, faute de temps, avaient dû être négligés ou abordés très superficiellement.

Sans rapport avec ce qui précède, notre Bulletin s'ouvre par une intéressante étude de Gerd Koch, professeur de l'enseignement supérieur à Berlin, auteur et éditeur responsable d'ouvrages sur la pédagogie du théâtre (*Lach- und Clownstheater, Lernen mit*

Brecht), qui est aussi l'éditeur responsable de l'ouvrage *Literarisches Leben, Exil und Nationalsozialismus* comprenant le récit autobiographique de Marlène de Man-Flechtheim. Gerd Koch fait ici une analyse comparative, ce qui constitue, à notre connaissance, une première, entre les conceptions de pédagogie politique et culturelle de Bert Brecht et d'Henri de Man dans les années vingt et trente, plus précisément de leurs «pièces didactiques» *Die Maßnahme (La Décision)* et *Wir! (Nous!)*.

Nous lui sommes particulièrement reconnaissants de nous avoir autorisés à reproduire ce texte, récemment publié dans Klaus-Peter Hufer/Birgit Wellie (Hrsg.), *Sozialwissenschaftliche und bildungstheoretische Reflexionen. Fachliche und didaktische Perspektiven zur politisch-gesellschaftlichen Aufklärung*, Glienicker/Cambridge, 1998. *Wir!* est une œuvre par trop méconnue d'Henri de Man. Au-delà du rapprochement assez inattendu avec l'auteur de *Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny*, donné au début de la décennie à l'Opéra de Genève et tout récemment au Festival de Salzbourg, l'essai de Gerd Koch montre bien que *Wir!* n'a pas été une création du hasard, mais bien une sorte de condensé théâtral, de couronnement d'une philosophie politique on ne peut plus implantée dans les problèmes politiques, sociaux et culturels de son temps.

Et Gerd Koch de plaider pour l'attention due à ces vieux thèmes qui débouchent sur des thèmes bien actuels. Ils sont, dit-il en conclusion, «l'héritage qui nous permet de poser de nouvelles questions et de trouver de nouvelles réponses – une partie de la définition des tâches qui incombent à la formation politique et culturelle – hier comme aujourd'hui !»

La contribution de Gerd Koch est particulièrement bienvenue en tête de ce vingt-cinquième bulletin, qui coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire de notre Association. Elle aurait certainement plu à notre président de l'époque, Jef Rens, dont nous rappellerons pour terminer les toute premières lignes du message qui ouvrait notre Bulletin N° 1 de juillet 1974:

«Nous sommes un certain nombre d'hommes et de femmes qui estiment que l'œuvre d'Henri de Man contient certaines idées d'une valeur durable. C'est cette conviction qui nous a amenés à créer l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man dont le but est d'encourager l'étude de cette œuvre et surtout de dégager dans celle-ci tout ce qui peut promouvoir la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels actuels.»

Zweimal Lehrstücke: Bertolt Brechts und Hendrik de Mans Vorstellungen kulturell-politischen Lernens in den zwanziger und dreißiger Jahren¹

1. Einführung

Nur ein Jahrgang der Zeitschrift *Musik und Gesellschaft. Arbeitsblätter für soziale Musikpflege und Musikpolitik* (herausgegeben von Fritz Jöde und Hans Boettcher) erschien 1930 und 1931 (als kommentierter Nachdruck herausgegeben von Kolland 1978). Und dieses Jahr nennt zwei Autoren, die sich andernorts wohl nicht getroffen hätten: Bertolt Brecht und Hendrik de Man. Bertolt Brecht äußert sich zum Musiktypus der Oper und wird vorgestellt als Erfinder eines neuen Stücktypus, des Lehrstücks, das er zusammen mit Komponisten wie Paul Hindemith und Kurt Weill entwickelte. Hendrik de Man ist vertreten mit einem grundsätzlichen Aufsatz über *Die Wirkung des Rhythmus im Vollzug industrialisierter Werkarbeit*; damit leitet er das zweite Heft von *Musik und Gesellschaft* mit dem Themenschwerpunkt *Musik und Arbeit* ein. Bert Brecht seinerseits eröffnet das vierte Heft mit seinem Beitrag *Zur Soziologie der Oper. Anmerkungen zu Mahagonny*. Beide Autoren also an präonierter Stelle; auf Brecht wie de Man wird in weiteren Beiträgen der Zeitschrift Bezug genommen.

Hendrik de Man und Bertolt Brecht haben jedoch eine weitere Gemeinsamkeit: 1932 verfaßte de Man ein Festspiel, das er im Vorwort zur Buchausgabe ein Lehrstück nennt: *Wir! Ein sozialistisches Festspiel* (Man o.J.). Brecht hatte bis zu dieser Zeit schon mehrere Lehrstücke (jeweils mit Musik) geschrieben - zuerst 1929 das beim Badener Musik-Fest uraufgeführte *Badener Lehrstück*, später *Das Badener Lehrstück vom Einverständnis* genannt. Zwei Jahre bevor de Mans Festspiel bzw. Lehrstück am 1. Mai 1932 uraufgeführt wurde, machte ein Brechtsches Lehrstück noch immer Furore: Sein politisches Lehrstück *Die Maßnahme* von 1930 wurde weiter aufgeführt, diskutiert und von Fall zu Fall verboten (vgl. Knopf 1980: 71-119).

Eine Reihe von Schriften und Diskussionsbeiträgen waren zu den Lehrstücken von Brecht und seinen Komponisten Hanns Eisler, Paul Hindemith und Kurt Weill erschienen (Steinweg 1972, Krabiel 1993, Eisler 1973). Im Felde des linken Musikschaaffens war auch der Komponist des de Manschen Werkes, Ottmar Gerster, bekannt geworden durch seine *Roten Revuen* und sein Chorwerk *Lied vom Arbeitsmann* (siehe Brennecke u.a. 1979: 358-

¹ Cet article a été publié dans Klaus-Peter Hufer/Birgit Wellie (Hrsg.): *Sozialwissenschaftliche und bildungstheoretische Reflexionen. Fachliche und didaktische Perspektiven zur politisch-gesellschaftlichen Aufklärung*, Glienicker/Cambridge 1998, p. 355-366. Nous remercions les rédacteurs responsables et l'éditeur de nous avoir obligamment autorisés à le reproduire.

360; Bitterlich 1979: 48-56; Kaden 1988: 21-31).² Das Festspiel 'Wir!' hat - nach de Mans Erinnerung - nur eine Aufführung in Deutschland erfahren, weil ein Jahr nach der Uraufführung zum 1. Mai 1933 keine sozialistischen Maifeiern mehr zugelassen wurden. Nur in Zürich gab es 1933 noch eine Aufführung (Man 1953: 196).

2. Hendrik de Man

Hendrik de Man wurde 1885 in Antwerpen (Belgien) geboren. Mit 16 Jahren schon empfindet er sich als Sozialist aus moralischer Entscheidung. 1905 geht er nach Deutschland, der Hochburg des Marxismus. Er arbeitet bis 1911 als Redakteur bei der *Leipziger Volkszeitung* und studiert Ökonomie, Geschichte, Philosophie und Psychologie (bei Wilhelm Wundt). Nach dem Ersten Weltkrieg wird er Professor für Sozialpsychologie an der Frankfurter Akademie der Arbeit in der Universität Frankfurt am Main. Hier verfaßt er eine Untersuchung mit dem Titel *Der Kampf um die Arbeitsfreude* (Man 1927), die nicht nur wegen ihres Themas und ihrer Ergebnisse bekannt wird, sondern Aufmerksamkeit auch wegen ihrer Erhebungsmethode verdient.

Er befragt seine Studierenden, die meistens Werksstudenten sind, nach der Situation an ihrem Arbeitsplatz. Dies geschieht nicht sehr systematisch, sondern eher in einem offenen geduldigen Gespräch (was methodisch wiederum an der Arbeit kritisiert wurde). Diese eher beschreibende Sozialpsychologie (Fallstudien) hat aber den Vorzug, recht konkrete Sprache zu führen und subjektiv bedeutsame Eindrücke zu vermitteln. Die Ergebnisse zeigen beispielsweise, daß Arbeiter weniger die Autorität an sich, etwa als Betriebshierarchie, kritisieren, sondern eher eine nicht sachlich-fachlich gerechtfertigte (Hillmann 1970: 112-117/68). Für de Man und andere Sozialisten ist der Mensch wesentlich durch seine Arbeit konstituiert: Dadurch (er)schafft er sich und den Reichtum der Gesellschaft. Und so muß die Arbeiterschaft als arbeitende Grundlage der Gesellschaft gesehen werden - dies ganz vital-sinnlich und nicht als eine systematisch (klassen-theoretisch) zugerechnete Erklärung. Der Arbeiter, der Werktätige, der Schaffende, das sind Begriffe, die das hier Gemeinte beschreiben. Arbeit wird als eine anthropologische Konstante gesehen und die entfremdete Arbeit eher als ein Verbrechen an der Menschlichkeit bzw. Menschheit als am Arbeiter, Proletarier oder an der Klasse.

Aus solchen wissenschaftlichen Erfahrungen, aber mehr noch aus der tagtäglichen Arbeit und Beobachtung in der sozialistischen bzw. sozialdemokratischen Bewegung entwickelt de Man sein Verständnis von Sozialismus, sozialer Demokratie, Gesellschaft und Fortschritt. Er weiß sich dabei einig mit Vertretern des Religiösen Sozialismus (Sozialismus aus dem Glauben 1928; Tucholsky 1960: 211-212), er hält die Psychologie als

2 Gerster wird übrigens später von Johannes R. Becher um eine Vertonung seiner Nationalhymne der DDR gebeten. Die Komposition kommt nicht zustande, sondern Brechts Komponist der *Maßnahme*, Hanns Eisler, vertont den Becherschen Text.

Wirklichkeitswissenschaft und die philosophische Kategorie des Willens ebenso wichtig für die Veränderung und Verbesserung der Gesellschaft. Seinen Schriften ist ein philosophischer Idealismus mehr zu entnehmen als ein Materialismus. Den Mangel an Ideen und Willen sieht er auch in der Organisationsform der Sozialdemokratischen Partei und in ihrer Politik, die entweder papiere Programmatik oder Verwaltungshandeln ist. Menschliches Schöpfertum fehle ihr, ätherische Momente seien unterentwickelt. Indem sie sich einpaßt in Regierungen und politische Bündnisse wird sie zum Teil so etwas wie eine 'kapitalistisch' strukturierte Partei, das heißt, eine Partei, die nur Partialinteressen, statt Menschen- und Menschheitsinteressen wahrnimmt; de Man (1926: 26) unterscheidet einen 'Magensozialismus' vom 'Gewissenssozialismus'.

Im selben Jahr, in dem er sein Festspiel *Wir!* (Man o.J.) in Frankfurt zur Uraufführung bringt, hat er eine umfangreiche Kommentierung der Marxschen sogenannten Frühschriften bzw. Pariser Manuskripte für die österreichische sozialistische Zeitschrift *Der Kampf* verfaßt (Man 1980). In diesen bis dahin unbekannten Marxschen Schriften sieht sich Hendrik de Man bestätigt: in Marx' Plädoyer für das Sinnlich-Konkrete menschlicher Arbeit, in seinem Humanismus, der sich nicht auf einen Ökonomismus reduzieren läßt. Und er sieht, daß Marx wie er das arbeitende Subjekt in den Mittelpunkt der Überlegungen stellen und nicht etwa Strukturen, Systeme usw. Die freie Entfaltung des Einzelnen sei die Garantie für die freie Entfaltung des Ganzen - wie es schon im Marx-Engelschen *Manifest der Kommunistischen Partei* heißt. Diese sogenannten Marxschen Frühschriften werden von unterschiedlichen Seiten rezipiert: Man sieht darin eine Möglichkeit der Verbindung mit Überlegungen Sigmund Freuds; man sieht die Berücksichtigung von Emotionalität, Willenskraft, Recht des Einzelnen; man nimmt Alltagserscheinungen der Existenz der Arbeiterschaft ernst; man sieht Marx in der Tradition des deutschen Idealismus usw.³

Der Heidegger-Schüler Herbert Marcuse (1932: 136-138) analysiert die Schriften umfänglich und mit Sympathie, so daß man sagen kann, daß diese Studien Marxens zu den Grundlagen der Kritischen Theorie, der 'Frankfurter Schule', gehören. De Man ist übrigens zugleich mit deren Begründern an der Frankfurter Universität tätig. Er notiert aber, daß dort manchmal allzu modisch, libertinistisch geredet werde, anstatt auch politisch-organisatorisch und praktisch zu werden (siehe Man 1953: 198). Darin zeigt sich sein aus politischer Alltagsarbeit erwachsener Pragmatismus, der im übrigen mehr von der englisch-amerikanischen Arbeiterbewegung abstammt als vom Hegelianismus der Arbeiterbewegung deutscher Provenienz. Die Vermittlung von Praxis und Theorie ist die Grundmelodie seines Tuns und nicht die pure seminaristische Diskussion.

Zusätzlich scheint noch ein starkes Beteiligtsein an der Jugendbewegung als einem Prinzip und nicht nur einer Altersstufe hinzuzukommen. Von 1906 bis 1908 leitete de Man

³ Siegfried Landshut und Paul J. Mayer geben die in Moskau herausgebrachten frühen Schriften in einer zweibändigen Ausgabe im renommierten Kröner Verlag 1932 heraus.

übrigens zusammen mit Karl Liebknecht und Ludwig Frank die Sozialistische Jugend-Internationale und sein Theaterstück *Wir!* (o.J.) erscheint wie seine Schrift *Der Sozialismus als Kulturbewegung* (1926) im Arbeiterjugend-Verlag in Berlin. In der Arbeiterjugend aktiv zu sein als Erwachsener - und das war Hendrik de Man - bedeutete auch, Verhaltensgepflogenheiten zu haben, die dem typischen Erwachsensein widerstrebten. Eine jungsozialistische Verhaltensweise war an das Jugendarter nicht gebunden.

3. Bertolt Brecht

Bertolt Brecht wurde 1898 in Augsburg geboren und trat in den zwanziger Jahren in München und Berlin als Autor von Gedichten und Stücken hervor: eher als Bürgerschreck denn als Sozialist, Kommunist, Linker. Ende der zwanziger Jahre wird er mit Texten in der künstlerischen literarisch-musikalischen Öffentlichkeit bekannt, die man auch als Libretti für Musikstücke bezeichnen könnte, wenn die Werke nicht integral aus Musik und Text und - darf man hinzusetzen - Aufführungstechnik bestehen würden. Er entwickelte einen Stück-Typus, der Lehrstück (Brecht: 'learning play') genannt wurde. Die Art und Weise des Umgangs mit Musik und Text sollte den Lehrwert bestimmen. Eine durch das Werk punktuell vermittelte Lehre, wie vom Katheder aus, war nicht das Interesse (siehe Steinweg 1972 sowie Koch u.a. 1984).

1929/30 entwickelte Brecht zusammen mit Kurt Weill eine Schuloper in Lehrstück-Manier: den *Jasager* - ein Stück, bei dem ein Schuljunge und eine Gruppe von Studenten in Entscheidungssituationen gestellt werden: einem alten Brauch gemäß soll unter Zustimmung gefolgt werden. Dieses Stück wurde mit Schülern aufgeführt, die sich gegen solchen Fatalismus und das Gelten alter Regeln wendeten, so daß er ein Gegenstück, den *Neinsager*, entwickelte. Dieses Stück bzw. diese zwei verbundenen Stücke fanden Aufmerksamkeit und Zustimmung auf der Rechten wie Linken: Die pädagogische Linke sah ein gutes Beispiel für die Erneuerung der Schulmusik, die politische Rechte ein Beispiel für die Wichtigkeit von altem Brauchtum - war aber den Autoren Brecht und Weill äußerst skeptisch gegenüber, hatten sie doch das 'kulturbolschewistische' Stück *Die Dreigroschenoper* 'verbrochen' und mit dem Stück *Aufstieg und Fall der Stadt Mahagonny* einen weiteren Beleg für die angebliche Bolschewisierung der Musik gegeben (siehe John 1984). Im Jahr 1930 wurde ein weiteres Lehrstück Brechts - diesmal mit der Musik und unter Mitarbeit des Kommunisten (nicht Parteimitglied) und Komponisten Eisler - aufgeführt: *Die Maßnahme* (Brecht 1972). Hierzu gab es Streit und theoretische Auseinandersetzung, die auch in der Zeitschrift *Musik und Gesellschaft* ausgetragen wurde. Der Terminus 'Lehrstück' wurde mit Brecht, Hindemith, Weill und Eisler in Verbindung gebracht.

Brecht nimmt - als Nicht-Mitglied der KPD - an Sitzungen der MASCH (Marxistische Arbeiterschule) teil, und aus Anlaß der Erstellung seines Stükkes über *Die heilige Johanna der Schlachthöfe* bzw. über das Funktionieren der modernen Ökonomie in den USA steckt er - wie er schreibt - klapptief in der Lektüre des *Kapital*. Brechts marxistische Studien

(vgl. Brecht 1967: 46-123) sind für einen Schriftsteller umfangreich (ähnlich bei Alfred Döblin). Er rezipiert marxistische Debatten aus dem Umfeld der KPD und der sowjetischen Publizistik. Lenin ist ihm ein Gewährsmann für Theorie und Aktivismus. Brecht versucht, sich in den Kontext der kommunistischen Arbeiterbewegung einzubringen. Seine Stücke werden dort jedoch nicht nur mit Beifall empfangen: Subjektivität, Formalismus, Radikalismus, Probleme (s)einer Künstlerexistenz usw. sind Einwände gegen seine literarischen Produkte, und speziell seine Lehrstücke, die später als Stücke des Übergangs zum 'eigentlichen' Marxismus Brechts rezipiert werden, bis Steinweg (1972) die Lehrstücke - in Theorie und als Praxis - als etwas Eigenständiges erkennt. Durch die Kooperation mit Eisler entstehen Brechtsche Liedtexte, die innerhalb der Arbeiterbewegung Anklang finden und dank der Musik Eislers zu ihrem Repertoire gehören.

Als de Mans Festival *Wir!* in Frankfurt aufgeführt wird, ist Brecht mit einer künstlerischen und politischen Angelegenheit beschäftigt, die ganz konkret im Kontext der Arbeiterbewegung steht: Er hatte das Drehbuch für den Film über eine proletarische Zeltkolonie und über die sozialen Mißstände der endzwanziger Jahre verfaßt: Der Film *Kuhle Wampe* (Gersch/Hecht 1971) wurde zu einem Skandal; auf der politischen Rechten wurde die Zensur verlangt und auch durchgesetzt. Die politische Linke vermißte politisch demonstrative Eindeutigkeit. Das Arbeiterleben spielt auch in seinen subjektiven Seiten eine Rolle und illustriert nicht eine Parteilinie. Die wirklichen Lebensformen und kulturellen Aktivitäten (der Sportler, Sänger) wurden zum Teil in Dokumentarszenen eingebracht - und Songs bzw. Arbeiterlieder von Brecht und Eisler erklangen. Proletarische Massenveranstaltungen wurden gezeigt, so daß dieser Film - auch - als Zeitdokument gesehen werden konnte.⁴

4. Hendrik de Mans Festspiel *Wir!*

Für de Man (o.J.: 8) ist sein sozialistisches Festspiel ein "Lehrmittel" und ein "kulturelles Lehrspiel". *"Der Hauptzweck eines Maifestspiels ist also eine Darstellung der sozialistischen Idee. Darum ist dieses Spiel in erster Linie ein Lehrstück ... War nicht Dantes Göttliche Komödie ein Lehrstück?"* (Man o.J.: 2-3). In diesem Stück habe er "*die Not des Proletariats dargestellt als das, was der junge Marx die Entmenschlichung genannt hat; darum habe ich die darin vorgebrachten sozialistischen Forderungen humanistisch begründet, d.h. abgeleitet aus den allgemeinmenschlichen Bedürfnissen des natürlichen Lebensdranges und Glücksstrebens, der Spielfreude, der Schaffensfreude, der Erkenntnisfreude und der Anbetungsfreude; und darum habe ich den Sieg des Proletariats als Verwirklichung von sittlichen Forderungen dargestellt*" (Man o.J.: 3). "*Für die*

⁴ Mit filmischen Mitteln kamen Arbeiter in ihrer Kultur, mit ihrem Bewußtsein zur Sprache - dies dem Erkenntnisansatz von de Mans *Kampf um die Arbeiterfreude* von 1927 nicht unähnlich.

kathartische Wirkung ist es außerdem wichtig, daß nicht nur die Gefühle ausgesprochen werden, die man stärken oder erregen will, sondern auch die, die man durch Aussprache und Auseinandersetzung überwinden will ... auch die Stimmen des Zweifels, der Entmutigung, der Müdigkeit“ erklingen (Man o.J.: 5).

Er schrieb sein Festspiel *”im Auftrag des Kulturkartells der modernen Arbeiterbewegung in Frankfurt am Main“* (Man o.J.: 2; vgl. Stübing 1983). Für hessische Jungsozialisten und Arbeiterjugend-Gruppen hatte er Referate gehalten, die 1926 unter dem Titel *Der Sozialismus als Kulturbewegung* erschienen. Dort heißt es im letzten Kapitel mit dem Titel *Der neue Glaube*: *”Es ist das ungeheure Verdienst der Jugendbewegung, einer Auffassung des Sozialismus als Kulturaufgabe Bahn gebrochen zu haben, die den sozialistischen Gesinnungsmenschen nicht nötigt zu warten, bis die ‘Verhältnisse’ reif sind. Sie ruft ihm vielmehr zu: mache sie reif, indem du an dir selber arbeitest“* (Man 1926: 45). Auf dem Volksbühnenstag 1931 in Würzburg hielt er einen Vortrag zur *Theaterkrise als Kultukrise* (Man 1931). Er steht also in den kulturellen Aktivitäten der (sozialdemokratischen) Arbeiterbewegung der Weimarer Republik als kompetenter Mitstreiter, der die Diskussionen nicht nur verfolgt, sondern selbst ein starker Anreger ist.

Die folgende Textpassage aus dem Vorwort zur Druckfassung *Wir!* könnte am Anfang von einem anderen linken Kulturschaffenden stammen - von Brecht - und der Schlußteil (durchaus verbunden mit dem ersten Teil) aus der konservativen Hausmusikbewegung (vgl. Koch 1989): *”Es ist eine alte grundsätzliche Forderung der sozialistischen Kunst- und Kultukritik, daß ein sozialistisches Kunstwerk - besonders ein Massenfestspiel - den Gegensatz zwischen produzierenden Künstlern und konsumierendem Publikum aufheben soll ... Auch in dieser Richtung versucht dieses Spiel einige neue Schritte vorwärts, nicht bloß mit Hilfe des ‘großen Sprechchors’, sondern besonders gegen das Ende durch die Mitwirkung von Gruppen im Saal und aus dem Saal und durch die sinnbildliche Handlung des allgemeinen Händereichens“* (Man o.J.: 6-7).

5. Bertolt Brechts Lehrstück *Die Maßnahme*

Das Programmheft zur Uraufführung der *Maßnahme* am 13. Dezember 1930 umfaßte eine Inhaltsangabe aus Brechts Feder: *”Das Lehrstück ‘Die Maßnahme’ ist kein Theaterstück im üblichen Sinne. Es ist eine Veranstaltung von einem Massenchor und vier Spielern. Den Part der Spieler haben bei unserer heutigen Aufführung, die mehr eine Art Ausstellung sein soll, vier Schauspieler übernommen. Aber dieser Part kann natürlich auch in ganz einfacher und primitiver Weise aufgeführt werden, und gerade das ist sein Hauptzweck. Der Inhalt des Lehrstückes ist kurz folgender: vier kommunistische Agitatoren stehen vor einem Parteigericht, dargestellt durch den Massenchor. Sie haben in China kommunistische Propaganda getrieben und dabei ihren jüngsten Genossen erschießen müssen. Um nun dem Gericht die Notwendigkeit dieser Maßnahme der Erschießung eines Genossen zu beweisen, zeigen sie, wie sich der junge Genosse in den verschiedenen politischen*

politischen Situationen verhalten hat. Sie zeigen, daß der junge Genosse gefühlsmäßig ein Revolutionär war, aber nicht genügend Disziplin hielt und zu wenig seinen Verstand sprechen ließ, so daß er, ohne es zu wollen, zu einer schweren Gefahr für die Bewegung wurde. Der Zweck des Lehrstückes ist also, politisch unrichtiges Verhalten zu zeigen und dadurch richtiges Verhalten zu lehren. Zur Diskussion soll durch diese Aufführung gestellt werden, ob eine solche Veranstaltung politischen Lehrwert hat“ (Brecht 1972: 237).

6. Die Bildungskonzeptionen von de Man und Brecht im Vergleich - dargestellt am Beispiel der Stücke *Wir!* und *Die Maßnahme*

Beiden Stücken ist gemeinsam die häufige Verwendung des 'Wir'. Schon auf der ersten Seite des *Maßnahme*-Textes heißt es: "Wir sind einverstanden mit euch. (...) Wir haben ihn getötet. Wir haben ihn erschossen ... wir (fordern) euer Urteil ... Wir werden anerkennen euer Urteil ... Wir kamen als Agitatoren ... Wir wiederholen das Gespräch" (Brecht 1972: 7; Klammerzusatz von G.K.). Dieses 'Wir' aber bezieht sich auf die ganz konkrete kleine Gruppe von Agitatoren/Spielern. Es ist ein kleines 'Wir' im Gegensatz zum großen 'Wir' bei de Man: Wir - das ist bei ihm die Menschheit bzw. ihr bewußter Teil, der Teil, der uns retten will. Wir, das ist das Allgemein-Menschliche, das sich in einer Theater-Festaufführung als Gemeinschaft (man reicht sich zum Schluß die Hände) zeigen will: Der Gedanke allmenschlicher Solidarität wurde - gewissermaßen als Massen-Kommunion - vorgeführt - als theatral-technische Vorführung und als Vor-Schein auf das, was kommen kann, soll, wird. Wenn etwas jetzt schon inszeniert werden kann - oder besser: wenn etwas jetzt schon mit Anteilnahme, mit Herzblut sichtbar wird und wenn es dann noch in einen revolutionären Kontext gestellt wird, dann bekommt eine Tendenz Evidenz - ist nicht nur Gerede, sondern gewinnt Gestalt.

De Man geht jedoch nicht schlicht vom Postulat eines großen Wir - das einst kommen wird - aus, sondern er bringt anfangs die widersprüchliche Existenz des arbeitenden Menschen auf die Bühne. Die sichtbare Empirie, bestehend aus Not, Wunsch, Natur, Arbeitsfron usw. wird als Massenphänomen auch so zelebriert. Nicht das Einzelschicksal wird gestaltet, sondern das, was allen Einzelschicksalen gemein ist, bekommt ritualisierte Form. Indem er diese Symbolisierung vornimmt, kann er sein Stück bis in utopische Weiten ausdehnen, denn er hat schon anfangs einen Grad von Abstraktion gewählt, der mit dem am Schluß in der Feier der Solidarität korrespondiert. Das Festspiel ist auch schon am Anfang eine Weihehandlung, angereichert jedoch mit Segmenten der real-empirischen Arbeiterexistenz. Das ist eigentümlich bei einem Autor, der soviel Wert legt auf die Tatsachen, der soviel Kenntnis der Alltäglichkeit besitzt, dessen Sozialismusmodell gerade eine Kritik an der Verwaltung von Arbeiterinteressen darstellt (siehe Man 1971: 343-355; vgl. Peski 1963; Gramsci 1967 diskutiert de Mans *Zur Psychologie des Sozialismus*; vgl. auch Haug 1996 zu Brecht 1967 und Gramsci 1967). Ist hier nicht doch de Man

Ähnliches, Abstraktes geschehen? Findet hier nicht eher Gottesdienst statt? Der Arbeiter als Gott - eine nicht ungewöhnliche Sichtweise im naturalistischen und vitalistischen Sozialismus oder sozialistischen Naturalismus bzw. Expressionismus, als 'Oh-Mensch-Literatur' bei den bürgerlichen Arbeiterdichtern wie etwa Heinrich Lersch.

Die wenigen dem Autor zur Verfügung stehenden Kommentare zur Aufführung des *Wir!*-Stückes deuten darauf hin: Einmal wird in einem flämischen Bericht nur der Inhalt des Stücks wiedergegeben wie ein heiliger Text, der aus sich - ohne Kommentar des Wiedergebenden - wirkt (Rens: 1932); ein anderes Mal wird in einem französischen Text (der wie der flämische in Belgien erschien) die Argumentation um seine Begriffe vom "kultischen Charakter" (Man: o.J.: 3) oder "echteren, religiöseren Gefühl" angesiedelt: ein Stück "für die Freuden des Lebens ... gegen ... die Arbeiterknechtschaft, die Arbeitslosigkeit, die Macht des Geldes, den Krieg" (Pels 1932: 16). Die *Volksstimme* (vom 2. Mai 1932) kritisiert: "*Das Gedankliche nimmt allzu breiten Raum ein.*"

Das Stück de Mans inszeniert Bedeutung, ist moralische Aufrüstung - aber so etwas kann nur dann gelingen, wenn auch an die Wurzeln angeknüpft wird, also an die Alltagsexistenz. Und das geschieht, wie schon erwähnt, durch Hinweise auf existentielle Not, aber es geschieht auch dadurch, daß etwa 2 000 Arbeitersänger und -sängerinnen das Festspiel gestalten - also selbst Teile des *Wir!* Zuschauer (ca. 20 000) und Darsteller bilden nicht nur ein ideelles Wir aus. Die Nutzung einer Festhalle, die traditionell für solche und ähnliche Partei- oder Gewerkschaftsveranstaltungen etwa genutzt wurde, tut ein übriges: Ähnlich den Volkshäusern (vgl. Niess 1984) trifft sich hier - modellhaft - ein "*freies Volk auf freiem Grund*".

Das, was de Mans Festspiel - auch - kennt, ist bei Brecht gewissermaßen systematisch und durchgängig: Es ist ein widersprüchliches Entscheidungsspiel. Das, was sich zugeschrieben hat (weit draußen in China mit russischer Hilfe), wird hier und jetzt nachgespielt, zur Entscheidung einem Parteigericht überantwortet. Das 'Wir' ist nicht ein allgemeines Menschheits-Wir, sondern eine bestimmmbare Zahl von Funktionsträgern in recht konkret nachgezeichneter Umgebung. Alles ist ein Spiel, ein Nachspiel - also auch so etwas wie eine symbolische Handlung, eine Als-ob-Handlung, ein Rollenspiel. Und durch die Verlagerung in den Fernen Osten wird eine zusätzliche Ebene eingespielt: Die geographische Distanz kann als emotionale, rationale Distanz gesehen werden - will man von dem Stück etwas (für sich) haben, dann muß der Übersetzungsprozeß ins hiesige Hier- und Jetzt mitgelernt werden. Also: Das rezipierende und/oder spielende Subjekt ist kräftig gefordert - muß exemplarisches Lernen und soziale bzw. sozialpolitische Phantasie entwickeln (vgl. Negt 1968 und Koch 1992). Die Protagonisten treten als einzelne (mäßig typisierte) Personen auf, nicht als Masse 'Wir' (nur chorisches Sprechen, 'Einzelsprecher' sind nur eine Notlösung; vgl. Man o.J.: 10) wie bei de Man; ja der junge Genosse hat geradezu ein Gesicht, das macht ihn gefährlich, das macht ihn und die Sache gefährdet.

Sehr auffällig: Der Autor, der sich auf Marx' Frühschriften bezieht - de Man - und sich darin in seiner Kritik an SPD und KPD gestützt sieht, zeichnet ein Massen-Wir, und der Autor der Marx' Kapital und Organisationsschriften Lenins und der kommunistischen Massen-Bewegung rezipiert, also Brecht, exemplifiziert ad hominem. "Marx spricht die Arbeiter mit einem neuen Namen an: als Proletarier (nicht als Proletariat)" (Brecht 1967: 71). Brecht schafft eine Experimentsituation und de Man einen hohen Erlebniswert. Brecht hält die analytische Seite dominant, de Man setzt ein geschichtsphilosophisches Werk, ein fast ontologisches, in Szene.

Beide Werke sind sich in der Aufführungstechnik ähnlich: Arbeitersänger singen und gestalten; Chöre spalten sich auf, bekommen verschiedene Aufgaben; Brecht und de Man bzw. ihre Regisseure und musikalischen Leiter sind auf der Höhe der Zeit. Bei de Man gibt es Film-Einblendungen, die den Realismus des weihevollen Festspiels anreichern.⁵ Die Uraufführung der *Maßnahme* kannte Text-Einblendungen.

Brechts Aufführung wird noch dadurch zu einer kritisch-rationalen Veranstaltung, daß den Zuschauern Fragebögen ausgeteilt wurden, also etwas, was einer Festspielveranstaltung nicht angemessen wäre und was einer 'Maßnahme'-Aufführung in der Berliner Philharmonie auch nicht gerade als Normalfall erscheint (Brecht 1972: 237-238): "*1. Glauben Sie, daß eine solche Veranstaltung politischen Lehrwert für den Zuschauer hat? 2. Glauben Sie, daß ein(e) solche Veranstaltung politischen Lehrwert für den Aufführenden (also Spieler und Chor) hat? 3. Gegen welche in der Maßnahme enthaltenden Lehrtendenzen haben Sie politische Einwände? 4. Glauben Sie, daß die Form unserer Veranstaltung für ihren politischen Zweck die richtige ist? Können Sie uns noch andere Formen vorschlagen?*" Wie das Stück selbst einer 'klassischen Disputation' (so ein anonymer Autor) nachgestaltet war, so auch die Weise der Aufführung.

Daß theatrale und inszenierte Veranstaltungen - ihren - politischen Bildungswert haben (können), beschreibt Claußen (1984: 297) abwägend und differenziert: "Die Differenzierung bewegt sich im Spannungsfeld von Variation und Beliebigkeit; denn die Neigung zu einem motivational nicht unwichtigen Wechsel verleitet nur zu leicht zu einem willkürlichen Übergang von einem Typus zum anderen. Dabei ist es so, daß Fallanalysen und Sozialstudien, für die eine Produktion erklärtes Ziel oder folgerichtiges Ergebnis sein kann ..., einen eher nüchternen Materialbezug haben, während Rollen- und Planspiele sowie Psychodramen im Gegensatz dazu dramaturgisch-szenische Arten der Verwirklichungsbearbeitung sind ..., die sich partiell in Tribunalen, Provokationen und Aktionen wiederfinden, welche ihrerseits aber auch ganz andere kurz- und langfristige Expressionen kennen ...; und Gruppendynamik schließlich ist spielerischer oder straffer

⁵ Eine Methode, die Brecht übrigens in seinem *Badener Lehrstück vom Einverständnis* anwandte, indem er Lichtbilder von Gaskriegsopfern aus dem Ersten Weltkrieg einblendete und den Schock, den das hervorrief, durch Wiederholung der Bilder noch steigerte.

Versuch zu einer Erhellung der zwischen den Interaktionspartnern im Lernprozeß ablaufenden Beziehungsvorgänge und gruppenextern mitbedingten individuellen Befindlichkeiten, soweit sie politisch bedeutsam sind ... Vorzug all dieser Varianten ist eine relative Unmittelbarkeit, wobei Fallanalysen, Sozialstudien, Planspiele und Produktionen am deutlichsten in die Nähe sozialwissenschaftlicher Verfahren rücken, Tribunale, Provokationen und Aktionen zu Reflexionsdefiziten am leichtesten neigen und die Rollen- und Planspiele sowie Psychodramen und gruppendiffusiven Übungen am ehesten subjektivismusfällig sind. Diskursive Problematisierung der in den Angeboten für diese Differenzierungen verdeckten Interessen mit Hilfe der intervenierenden Regulativen ist fallweise ebenso erforderlich wie eine Absicherung gegen eine Simplifizierung“ (siehe auch Claußen 1981; vgl. Koch 1995 und 1988).

Zwei Modelle der politischen Arbeiterbildung mit ästhetischen Mitteln liegen uns in den Werken von de Man und Brecht vor. Ernst Bloch (1972: 195-207) referiert in einem Aufsatz zur *Kritik der Propaganda* - wobei Propaganda in der sozialistisch-kommunistischen Auffassung soviel wie Gesellschaftspädagogik (ein Propagandist präsentiert viele Ideen, ein Agitator eine Idee; der Propagandist beeinflußt einen kleineren Adressatenkreis, der Agitator eine Masse) meint (vgl. Koch 1996: 91-107) - eine politische Veranstaltung (wohl von Kommunisten) in der Weimarer Republik. Nach einleuchtenden analytischen Ausführungen des Referenten zur politischen Krise, denen man Beifall gezollt hat, ertönt von hinten im Saal der Ruf, daß die meisten der Lauschenden doch Hunger hätten. Die Zuschauer wenden sich abrupt um und spenden nun diesem Zwischenrufer Beifall - es war ein Zwischenrufer der Rechten: Von Brot allein lebe man nicht, aber das brauche man schon, um seine materielle Existenz zu sichern ...

Beide Autoren stehen in diesem Konfliktfeld: Brecht analysiert - aber menschlich exemplifiziert; de Man übt eine Initiation in die Menschheitsaufgaben einer Klasse, deren Wollen für die Menschheit steht. Heimann (o.J.: 94) gibt zu bedenken: "Diese neo-sozialistischen Schriften⁶ sind fast durchweg in irgendeiner Weise humanistisch befangen: Sie vertrauen auf Einsicht, Willen, Sittlichkeit, Ideale des Menschen. Karl Marx dagegen glaubte an eine übergreifende geheimnisvolle Macht, die über dem Menschen, nicht außerhalb seiner, sondern durch ihn hindurch wirkt. Er nannte sie 'Produktionskräfteverhältnisse'. Das Geheimnis war dadurch in keiner Weise erklärt ... Gegenüber dem Marxschen Materialismus behält der neo-sozialistische Humanismus, Voluntarismus und Idealismus Recht. Aber gegenüber diesem und seiner Überschätzung der menschlichen Freiheit behält der Marxsche Ansatz in der Dialektik Recht."

Alte Themen, aktuelle Themen! Alte Antworten müssen beerbt werden, um neue Antworten und Fragen zu finden - ein Stück Aufgabenbestimmung der politischen und

⁶ Zu denen er außer "Hendrik de Mans tapferes Buch über die Psychologie des Sozialismus manches Jungsozialistische" zählt.

kulturellen Bildungsarbeit - damals wie heute!⁷

Literatur

- Bloch, Ernst, 1972: *Kritik der Propaganda* (1937), in: Bloch, Ernst: *Vom Hasard zur Katastrophe. Politische Aufsätze 1934-1939*, Frankfurt, 195-207.
- Brecht, Bertolt, 1967: *Gesammelte Werke*, Bd. 20, Frankfurt.
- Brecht Bertolt, 1972: *Die Maßnahme* (Kritische Ausgabe mit einer Spielanleitung von Reiner Steinweg), Frankfurt.
- Bitterlich, Hans, 1979: *Ottmar Gerster*, in: Brennecke, Dietrich (Hrsg.): *Musiker in unserer Zeit. Mitglieder der Sektion Musik der Akademie der Künste der DDR*, Leipzig, 48-56.
- Claußen, Bernhard, 1981: *Methodik der politischen Bildung. Von der pragmatischen Vermittlungstechnologie zur praxisorientierten Theorie der Kultivierung emanzipatorischen politischen Lernens*, Opladen.
- Claußen, Bernhard, 1984: *Politische Bildung und Kritische Theorie. Fachdidaktisch-methodische Dimensionen emanzipatorischer Sozialwissenschaft*, Opladen.
- Eisler, Hanns, 1973: *Musik und Politik. Schriften 1924-1948*, München.
- Gersch, Wolfgang/Hecht, Werner, 1971: *Kuhle Wampe oder Wem gehört die Welt? Filmprotokoll und Materialien*, Leipzig.
- Gramsci, Antonio, 1967: *Philosophie der Praxis. Eine Auswahl*, Frankfurt.
- Haug, Wolfgang Fritz, 1996: *Philosophieren mit Brecht und Gramsci*, Hamburg.
- Heimann, Eduard, o.J.: *Die sittliche Idee des Klassenkampfes*, Berlin.
- Hillmann, Günter, 1970: *Die Befreiung der Arbeit. Die Entwicklung kooperativer Selbstorganisation und die Auflösung bürokratisch-hierarchischer Herrschaft*, Reinbek.
- John, Eckhard, 1984: *Musik-Bolschewismus. Die Politisierung der Musik 1918-1938*, Stuttgart.
- Kaden, Werner, 1988: *Signale des Aufbruchs. Musik im Spiegel der 'Roten Fahne'*, Berlin.
- Knopf, Jan, 1980: *Brecht-Handbuch*. Theater, Stuttgart.
- Koch, Gerd, 1988: *Lernen mit Bert Brecht. Bertolt Brechts politisch-kulturelle Pädagogik*, Neuaufl., Frankfurt.
- Koch, Gerd, 1992: *Theatrale Phantasie und exemplarisches Lernen*, in: *Korrespondenzen* 14, 30-33.
- Koch, Gerd, 1994: *Differenz & Anerkennung*, in: *Korrespondenzen* 19-21, 68-71.
- Koch, Gerd (Hrsg.), 1995: *Theatralisierung von Lehr-Lernprozessen*, Berlin/Milow 1995.
- Koch, Gerd, 1996: *Simulation von Ungleichzeitigkeit mit Brechts Lehrstück-Übungen*, in: Vidal, Francesca (Hrsg.): *Die Gegenwart des Ungleichzeitigen*, Mössingen-Talheim, 91-107.
- Kolland, Dorothea (Hrsg.), 1978: *Musik und Gesellschaft* (Reprint), Berlin.
- Koch, Gerd u.a. (Hrsg.), 1984: *Assoziales Theater. Spielversuche mit Lehrstücken und Anstiftung zur Praxis*, Köln.
- Krabiell, Klaus-Dieter, 1993: *Brechts Lehrstücke. Entstehung und Entwicklung eines Spieltyps*, Stuttgart/Weimar.
- Man, Hendrik de, 1926: *Der Sozialismus als Kulturbewegung*, Berlin.
- Man, Hendrik de, 1927: *Der Kampf um die Arbeitsfreude. Eine Untersuchung auf Grund der Aussagen von 78 Industriearbeitern und Angestellten*, Jena.
- Man, Hendrik de, 1931: *Theaterkrise als Kulturkrise*, Berlin.
- Man, Hendrik de, o.J. (1932): *Wir! Ein sozialistisches Festspiel*, fotomechan. Nachdr., Edegem.
- Man, Hendrik de, 1980 (1932): *Der neu entdeckte Marx*, in: Man, Hendrik de: *Der neu entdeckte Marx/Marx redécouvert*. Edition bilingue, unpag. Nachdr., Genf.
- Man, Hendrik de, 1953: *Gegen den Strom. Memoiren eines europäischen Sozialisten*, Stuttgart.
- Man, Hendrik de, 1971: *Arbeiterbewegung und bürgerliche Kultur* (1930), in: *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts- und Gesellschaftspolitik* 16, 343-355.
- Marcuse, Herbert, 1932: *Neue Quellen zur Grundlegung des Historischen Materialismus*, in: *Die Gesellschaft* 9/2, 136-174.

⁷ Der Autor dankt Ulrike Erhard (Berlin), Hermann Koopmann (Rotenburg), Joachim Lucchesi (Eichwalde), Marlène de Man-Flechtheim (Edegem/Belgien) und Sonja Tesch (Hamburg) für Hinweise und Übersetzungen.

- Negt, Oskar, 1968: *Soziologische Phantasie und exemplarisches Lernen. Zur Theorie der Arbeiterbildung*, Frankfurt.
- Niess, Wolfgang, 1984: *Volkshäuser - Freizeitheime - Kommunikationszentren. Zum Wandel kultureller Infrastruktur sozialer Bewegungen. Beispiele aus deutschen Städten 1848 bis 1984*, Hagen.
- Pels, Alice, 1932: 'Wir' - un Festspiel socialiste, in: *La Vie ouvrière*, 3/7, 153-157.
- Peski, Adriaan van, 1963: *Hendrik de Man. Ein Wille zum Sozialismus*, Tübingen.
- Rens, Jef, o.J. (1932): *De Opvoering van 'Wir' te Frankfort*, in: Man o.J. *Sozialismus aus dem Glauben*, 1928: *Verhandlungen der sozialistischen Tagung in Heppenheim a.B., Pfingstwoche 1928*, 1929: Zürich/Leipzig.
- Strübing, Rainer, 1983: *Kultur und Massen. Das Kulturkartelle der modernen Arbeiterbewegung in Frankfurt am Main von 1925-1933*, Offenbach.
- Tucholsky, Kurt, 1960: *Gesammelte Werke*, Bd. 3, Reinbek.

Piet De Buyser

HET PROCES TEGEN HENDRIK DE MAN

"Een dwaas vonnis, een onzuivere verpolitiekte veroordeling"

(Hendrik Brugmans)

Piet De Buyser heeft in zijn uiteenzetting op 22 november 1997 een aantal feiten aangehaald, die in de vorige edities van ons Bulletin reeds werden afgedrukt (zie "Eerherstel voor Hendrik de Man" - nr. 23 - november 1996 en "De politieke inmenging in het proces-De Man" - nr. 24 - november 1997).

Teneinde dubbel gebruik te vermijden heeft hij de weergave van zijn toespraak enigszins aangepast door weglaten van de reeds gepubliceerde gegevens en toevoeging van elementen die hij wegens tijdsgebrek uit zijn oorspronkelijke tekst heeft moeten schrappen of die tijdens de bespreking aan bod zijn gekomen.

Bijna veertig jaar geleden heb ik in een socialistisch tijdschrift geschreven dat ik niet kan geloven dat iemand van het formaat van Hendrik de Man tijdens de bezetting met kwaadwillig opzet de doeleinden van de vijand zou hebben gediend. Ik was ervan overtuigd dat hij te goeder trouw had gehandeld.

Intussen ben ik tot de bevinding gekomen dat de Man het slachtoffer is geworden van een politieke afrekening, die na de bevrijding alleen nog door het gerecht officieel moest bekraftigd worden. Het lag in de bedoeling van sommigen hem dood te zwijgen en hem voorgoed uit ons politiek leven te bannen.

Ook al kunnen we ons verheugen in een hernieuwde belangstelling voor de geestesarbeid van Hendrik de Man, toch moeten we ook vandaag nog vaststellen dat als zijn naam wordt uitgesproken, men het niet altijd heeft over die originele geleerde van internationale betekenis, die socialistische denker, voor wie men ons in het buitenland zou moeten benijden, maar over iemand die door de Krijgsraad tot 20 jaar gevangenisstraf werd veroordeeld ...

Zelfs een socialist als Norbert De Batselier, die nochtans volmondig toegeeft dat het de Man is geweest die zijn politiek denken het meest heeft beïnvloed, citeert hem niet in zijn *Signaal* ; of liever : hij citeert hem wel, maar dan via de pen van de Nederlander Koos Vorrink. Hij vreesde wellicht sommige van zijn medestanders te ontstemmen.

Er rust nog altijd in min of meerdere mate een taboe op de naam "de Man" en dat is voor een vereniging als de onze, die de studie van zijn werken wil bevorderen, een ernstige handicap.

Er moet dus wat rechtgezet worden.

Vermits tot dusver geen enkele historicus uitvoerig heeft onderzocht wat zich voor en tijdens het proces tegen Hendrik de Man heeft voorgedaan, heb ik aan de Auditeur-generaal van het Krijgshof gevraagd het dossier te mogen raadplegen. Men heeft mij die toelating verleend.

Ik kan thans met zekerheid verklaren dat de Man geen eerlijk proces heeft gekregen. Er is

zowel door de senatoren, die gevraagd werden zijn parlementaire onschendbaarheid op te heffen, als door de substituten bij het Krijgshof die het onderzoek moesten instellen, als door sommige getuigen die opgeroepen werden en de rechters die zijn gedragingen dienden te beoordelen, gesjoemeld geworden om toch maar te bereiken dat de Man een zware straf zou worden opgelegd.

Ik zal trachten - binnen de mij toegemeten tijd - een beeld op te hangen van de ongegronde beschuldigingen, de procedurefouten, de inbreuken op het principe van de scheiding der machten, de slordige wijze van onderzoek en de miskenning van de rechten van de verdediging. Er werden pistes vermeden waaruit de Man's eerlijke beweegredenen konden blijken. Er werden door sommige personen valse getuigenissen afgelegd, hetzij om zichzelf "wit te wassen", hetzij om betrokkene kwade bedoelingen in de schoenen te schuiven ...

Het was niet bepaald hartverheffend te moeten vaststellen dat politici - voor wie ik steeds bewondering heb gehad - blijk hebben gegeven van gebrek aan moed, van kleinzielighed en in sommige gevallen zelfs van kwaadwilligheid. Het heeft me geleerd dat vooraanstaanden ook hun kleine kanten hebben als het erop aankomt een gevreesd tegenstander uit te schakelen.

ONGEGRONDE BESCHULDIGINGEN

Vooraleer nadere details te verstrekken over mijn bevindingen is het raadzaam even de feiten in herinnering te brengen die Hendrik de Man ten laste werden gelegd en waarop het vonnis, dat op 12 september 1946 werd uitgesproken, is gebaseerd :

1. Als voorzitter van de Belgische Werkliedenpartij op 28 juni 1940 een defaitistisch manifest te hebben gepubliceerd, waarin de leden aangeraden werd de overwinning van de bezetter te aanvaarden.
2. De brede verspreiding van dit manifest in de pers.
3. Het manifest aan de Duitse censuur te hebben onderworpen, wat volgens de Krijgsraad kenschetsend is voor het gebrek aan patriottische waardigheid.
4. Aan de Duitse overheid gevraagd te hebben een Duitse beambte, met name Doctor Voss, naar België te sturen om zich met de arbeidsproblemen te belasten.
5. Eind april en begin mei 1941 te Antwerpen, Luik en Charleroi toespraken te hebben gehouden over de oprichting van de Unie van Hand- en Geestesarbeiders (U.H.G.A.) en gepleit te hebben voor een "éénheidspartij", er verklaard te hebben dat België zijn verbintenissen tegenover de Geallieerden had nageleefd en dienvolgens als overwonnene in verband met de oorlog geen standpunt meer had in te nemen, dit terwijl de regering in Londen beslist had de strijd aan de zijde van Engeland voort te zetten en volgens het Krijgshof hierin gesteund werd door de meerderheid van de Belgische bevolking.
6. Onder zijn leiding een nieuw B.V.V. (Socialistisch Vakverbond) te hebben opgericht met het doel samen met de andere politieke arbeidersorganisaties een éénheidsvakbond te stichten. De besprekingen hierover werden volgens de Krijgsraad door Dr. Voss van de Dienststelle Hellwig ondernomen met het doel een administratieve band te scheppen tussen de militaire Administratie en de Belgische arbeidskrachten.

7. Als bemiddelaar te zijn opgetreden ten voordele van de U.H.G.A. en vooral in Wallonië de beroepscentrales tot aansluiting te hebben aangezet.

8. Het inzicht te hebben gehad om de pers van de arbeidersbeweging te laten verschijnen onder de controle van de U.H.G.A. of van de Dienststelle Hellwig.

9. Een nota te hebben opgesteld in verband met de publicatie van twee dagbladen *Het Volksblad* en *Le Travail* die propaganda zouden maken voor de U.H.G.A., en zouden reageren tegen de propaganda die door de Engelse radio in de arbeiderskringen werd gevoerd en in *Le Travail* artikels te hebben gepubliceerd, waarin hij het principe van de "autoritaire democratie" verdedigde, dat volgens de Krijgsraad een Duits principe was.

10. Op 15 mei 1941 een nota te hebben geschreven die volgens de Krijgsraad bestemd was voor de Duitse overheid, waarin hij meldde dat in bepaalde organisaties van de arbeidersbeweging illegale propaganda werd gevoerd tegen de U.H.G.A. en het dagblad *Le Travail*. Meer bepaald zou hij de aandacht hebben gevestigd op het feit dat in de Arbeidershogeschool, die haar activiteiten had stopgezet, de lonen aan het leidinggevend personeel verder werden uitbetaald en dat in de verzekeringsmaatschappij La Prévoyance Sociale gewezen politieke leiders werden tewerkgesteld om vermelde anti-propaganda te voeren.

11. In 1942 in de *Kölnische Zeitung* en het *Neues Wiener Tageblatt* artikels te hebben gepubliceerd o.m. onder de titel *La décadence de la Belgique*.

12. Op 20 januari 1945 een nota te hebben gepubliceerd over zijn bedoelingen tijdens de bezetting, waarin hij de termen van zijn Manifest van 28.6.1940 over de ineenstorting van het

parlementair regime en het plutocratisch kapitalisme niet meer herhaalt en in maart 1942 te hebben beslist alle functies bij de U.H.G.A. stop te zetten, maar aan de leiders van de organisatie de raad te hebben gegeven, op post te blijven, terwijl hij wist dat de nieuwe chef (Edgard Delvo) een Vlaams-nationalist was die verkondigde dat de Unie zich voor een Duitse overwinning diende uit te spreken.

Het ware interessant al deze feiten aan een grondige analyse te onderwerpen en na te gaan in hoeverre de rechters, bij de motivering van hun vonnis, zich hebben laten leiden door de besluiten van de senaatscommissie, die zich voor de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid van betrokkenen had uitgesproken en door de uiteenzetting van Eerstaanwezend Substituut Tulkens tijdens het proces.

Dit zou het mogelijk hebben gemaakt zich een idee te vormen van het gebrek aan ernst, waarmee het dossier De Man werd behandeld.

Het zou ons echter - in het kader van deze studiedag - te ver leiden. In de jongste Bulletins van onze Vereniging heb ik getracht aan te tonen hoe ongegrond de hem ten laste gelegde feiten zijn.

Vooral over het bewuste Manifest van 28 juni 1940 valt heel wat te zeggen omdat het tot heel wat misverstanden aanleiding heeft gegeven, die uit geschiedkundig oogpunt, eens zullen moeten opgehelderd worden.

Het was geen "defaitistisch Manifest", maar integendeel, een oproep tot de bevolking om - rond de figuur van de Koning die op dat ogenblik de algemene bewondering afdwong - de

heropstanding te beginnen.

Hendrik de Man heeft evenmin met dit manifest de B.W.P. ontbonden, maar ervoor gezorgd dat de meeste takken van deze partij, met name de vakbonden, de mutualiteiten en de coöperatieven nog een tijdlang hun activiteiten konden voortzetten en niet onmiddellijk in de handen zijn gekomen van de door de Duitsers toegelaten organisaties.

Men kan alleen betreuren dat de rechters het manifest hebben beoordeeld zonder rekening te houden met de sfeer en de omstandigheden waarin het werd opgesteld, en evenmin met het feit dat het voortijdig en buiten de wil van Hendrik de Man werd gepubliceerd.

De Duitse generaal Reeder - die het manifest te Belgisch vond - was woedend omdat het door de mazen van het censuurnet was geglipt. Alleen dit feit had de betrokken magistraten moeten doen inzien dat de Man geenszins de doeinden van de bezetter wilde dienen.

Er kan ernstig worden getwijfeld aan het beoordelingsvermogen van militairen in verband met politieke aangelegenheden : zo werd o.m. Hendrik de Man verweten voor een "autoritaire democratie" te hebben gepleit wat volgens de rechters van het krijgshof een "Duits principe" was, terwijl iedereen, met wat politiek inzicht, weet dat onder het Duitsland van Hitler van geen enkele vorm van democratie sprake kon zijn. Indien ze over de vooroorlogse Belgische politiek enige kennis hadden gehad, zouden ze geweten hebben dat wat de Man bedoelde gewoon neerkwam op een versterking van de uitvoerende macht, waardoor ze vlugger beslissingen zou kunnen nemen, zonder door het Parlement stelselmatig te worden gehinderd.

Ook de Auditeur-generaal Walter Ganshof Van der Meersch gaf blijk van onvoldoende kennis

van onze sociale organisaties. Hij betoogde dat de Man door de stichting van de U.H.G.A. had bijgedragen tot de omvorming van onze nationale instellingen. De vakbonden behoren niet tot onze nationale instellingen. Ze hebben geen rechtspersoonlijkheid en willen die ook niet hebben.

Hij beweerde ook dat de Man door de stichting van de U.H.G.A. de vijand hulp zou hebben geboden door het verstrekken van werkkrachten. Ook dit is onzin, want of de arbeiders nu in een éénheidsvakbond, in meerdere vakbonden of helemaal niet zijn gesyndiceerd, heeft niet de minste invloed op de tewerkstelling. Die hangt van het economisch aanbod af.

Aan de hand van de tot dusver voorhanden zijnde documenten kan de hele motivering, waarop het vonnis berust, worden ontkracht. Er kunnen geen elementen worden aangevoerd waaruit landverraad of dienstbaarheid aan de bezetter kan worden aangetoond. Er is geen enkele beschuldiging of ze kan weerlegd worden.

Het was dus wel van belang om op het Krijgshof na te gaan hoe de onderzoeksrechter zijn dossier heeft samengesteld, welke getuigen ten laste of ten ontlaste werden opgeroepen en op welke wijze zo'n gebrekkige rechtsspraak tot stand is gekomen.

Dat slordig werd tewerkgegeaan hoeft nauwelijks te worden betoogd.

PROCEDUREFOUTEN

Ook zonder diepgaande kennis van de rechtspraak kan worden aangetoond dat procedurefouten werden gemaakt.

Men kan zich afvragen of het Krijgshof wel bevoegd was om politieke feiten te beoordelen op een ogenblik dat de oorlogsomstandigheden hadden opgehouden te bestaan. Men kan zich vragen stellen over het feit dat de Man in beschuldiging werd gesteld en aangehouden werd vooraleer zijn parlementaire onschendbaarheid werd opgeheven. Het heeft echter weinig zin te gaan uitzoeken of alles wel volgens de wettelijke normen is gebeurd. Er kan immers altijd een juridische uitleg worden gevonden waaruit moet blijken dat in uitzonderlijke omstandigheden ook uitzonderlijke maatregelen geboden zijn.

Dit excus geldt echter niet daar waar opzettelijk de rechtsregels werden overtreden met de uitsluitende bedoeling de betrokkenen nadeel te berokkenen.

Het feit dat Hendrik de Man werd gedaagd om voor een Franstalige Kamer te verschijnen, kan niet worden gerechtvaardigd. Men wist dat hij in Antwerpen was geboren, dat zijn ouders Vlamingen waren, dat hij als student voor de vervlaamsing van de Gentse universiteit had gestreden, dat hij in zijn theoretische geschriften duidelijk de sociale dimensie van de Vlaamse Beweging had belicht en mede het initiatief had genomen om het Eerste Vlaams Socialistisch Congres bijeen te roepen, waarop hij de historische uitspraak deed dat "*de Vlamingen te lang in een vertaald socialisme hebben berust*". De verklaring, door de commissaris van Ukkel afgelegd, volgens dewelke Hendrik de Man voor het gerecht zich bij voorkeur in het

Frans zou uitdrukken, is dus gebaseerd op foutieve gegevens, die de magistraten van de Franstalige Kamer van het Krijgshof hadden moeten doen inzien dat ze niet bevoegd waren dit dossier te behandelen.

Men wist echter op voorhand dat de Vlaamsgezinde de Man, die in 1940 de zijde van Leopold III had gekozen, in de kringen van de Franstalige magistratuur op weinig begrip zou kunnen rekenen ...

Ook het feit dat de Man "als militair" werd veroordeeld, kan als een ernstige procedurefout worden aangerekend.

Normaal kan worden verondersteld dat om "als militair" veroordeeld te worden, men op het ogenblik van de feiten militair moet geweest zijn.

De briefwisseling, die in dat verband tussen het Krijgshof en het Ministerie van Landsverdediging werd gevoerd, plaatst ons voor een raadsel. Op 14 mei 1946 vroeg Eerstaanwezend Substituut Tulkens aan het leger wat de toestand van Hendrik de Man was op 28 mei 1940. De Algemene Directie van het Personeel antwoordde hierop dat betrokken op 26 december 1938 tot reserve-kapitein-commandant was benoemd, op 1 februari 1940 werd opgeroepen en op 29 februari 1940 ter beschikking van het Hoofdkwartier van de Generale Staf werd gesteld. De laatste zin van deze brief werd met zwarte inkt onleesbaar gemaakt. Die vermeldde, naar alle waarschijnlijkheid, de datum van zijn demobilisatie op 10 juni 1940. Wie deze zin geschrapt heeft, is niet geweten. Waarom hij geschrapt werd, kan men allicht vermoeden. Het eerste feit waarvan Hendrik de Man beschuldigd werd, nl. de publicatie van zijn Manifest, had plaats op 28 juni 1940, dus op een ogenblik dat hij geen militair meer was. De uitdruk-

king dat hij "als militair" de doeleinden van de vijand zou hebben gediend stemt dus niet overeen met de feiten. Ze had als enige bedoeling de Man door een militaire degradatie in zijn eergevoel te treffen.

DE POLITIEKE INMENGING

Het was te verwachten dat de politieke afrekening met Hendrik de Man, die in Londen werd bekokstoofd, bij de voorbereiding van het proces in België verder zou worden gezet met de medewerking van een aantal acteurs, die tijdens het eerste bezettingsjaar op een of andere wijze bij zijn activiteiten betrokken waren.

Uit het dossier van het Krijgshof blijkt hoe driest men daarbij is tewerkgegaan.

Zo kan men vaststellen dat minister van Staat, Achilles Delattre, persoonlijk stappen heeft ondernomen om aan het militair gerecht inlichtingen te bezorgen, waarvan sommige zo leugenachtig waren dat ze door de onderzoeksrechter niet eens konden worden vermeld.

Hetzelfde deed zich voor met de gewezen justitieminister, Henri Rolin, die over het incident, dat hij op 11 november 1940 met de Man op de Université Libre de Bruxelles had uitgelokt, een getuigenis heeft afgelegd die door de rector van deze instelling werd betwist, zodat Eerstaanwezend Substituut Tulkens het maar raadzaam achtte in zijn uiteenzetting op de openbare zitting over dit voorval te zwijgen.

De heer Rolin heeft zich eveneens als een "overbriever" gedragen die - zonder hem wat gevraagd werd - de onderzoeksrechter aanraadde deze of gene getuige ten laste te ondervragen.

Een andere gewezen minister van Justitie, Marcel Grégoire, die in de periode van het onder-

zoek in functie was, heeft zich namens de Belgische Staat burgerlijke partij gesteld om te eisen dat Hendrik de Man een forse boete van 10 miljoen fr. zou worden opgelegd.

De meest flagrante politieke inmenging is wel deze van de Eerste Minister in functie, Achiel Van Acker, geweest. Deze verklaarde op 27 november 1945 - zogezegd *op eigen initiatief* - en onder ede aan de militaire onderzoeksrechters dat hij nooit heeft ingestemd met de door de Man genomen maatregelen in 1940. Over deze verklaring van de Eerste Minister werd op het proces met geen woord gerept, maar de rechters zullen op grond daarvan wel geweten hebben wat van hen door de regering werd verwacht.

Nu weten de meeste historici wel dat Achiel Van Acker in 1940 achter Hendrik de Man stond, maar nooit werd bekendgemaakt dat hij bij de voorbereiding van diens proces dat tegen de magistraten van de rechterlijke macht is gaan ontkennen.

In dezelfde verklaring deelde hij laconiek mede dat hij "*de Man in 1940 in het begin van de bezetting enkele malen had ontmoet*". Men zou zich met wat fantasie kunnen inbeelden dat Hendrik de Man op de hoek van de straat zijn pijp stond te roken en Van Acker daar toevallig voorbijkwam ...

In een gesprek met Joos Florquin in het tv-programma *Ten huize van* zei Achiel Van Acker :
"De Man liet me, bij mijn terugkeer vragen bij hem te komen. Ik heb dat niet gedaan ..."

De waarheid is gans anders. Toen hij in 1940 uit Frankrijk terugkwam, is hij direct naar de Man getrokken om te vragen of hij zijn syndicale aktiviteiten kon hervatten. Hij zei dat hij niet in Limoges was geraakt en dus niet, zoals andere parlementsleden, de capitulatie en de

houding van de koning had afgekeurd. De Man gaf hem de raad gewoon zijn werk te hervatten.

Sindsdien ging Van Acker de Man regelmatig bezoeken, samen met Eduard Anseele junior. Vanaf de tweede helft van februari '41 werden de bezoeken schaarser. Hij was in de week van de 15de nog in het kantoor van de Man in de Kernstraat gaan aankloppen "om over een en ander te spreken" maar het was te laat en niemand was aanwezig. Op 15 februari 1941 stuurde hij de Man's secretaris Michel Tommelein een brief, op briefhoofd van de Questuur van de Kamer der Volksvertegenwoordigers waarin hij mededeelde : "*Nu zal het misschien nog een tijd duren eer ik naar Brussel kom, daar ik mijn vrijkaart heb moeten inleveren*" (zijn vrijkaart van parlementsleid op de spoorwegen). Hij voegde eraan toe dat hij o.m. de aandacht had willen vestigen op het feit dat de kameraden ter plaatse enigszins ontstemd waren over de actie die het VNV voerde om in de Beroepsorganisaties van de Unie vaste voet te krijgen. Op 8 april 1941 vroeg de Man hem schriftelijk of hij met Pasen naar Brussel kwam. Hij is toen - waarschijnlijk voor de laatste keer - de Man gaan opzoeken in de kantoren van *Le Travail* in de Zandstraat. Het kan dus niet worden ontkend dat Van Acker nog met de nieuwe vakbond een tijdlang is opgestapt. De meeste historici en publicisten hebben dat trouwens grif toegegeven.

Er is nog de politieke druk vanuit het parlement geweest - die o.m. uitging van de socialisten Louis Piérard, Gaston Hoyaux, Camille Huysmans om de Man zo vlug en zo streng mogelijk te veroordelen. Dat beschouw ik echter niet als een politieke inmenging in het proces. De parlementariers hebben het recht hun mening te zeggen, maar het was voor de rechters wel een aanduiding hoe men in de sterkste regeringspartij over de Man dacht.

EEN UITERST MAGER DOSSIER

Zodra door de politieke wereld het signaal was gegeven om ten opzichte van Hendrik de Man biezonder streng op te treden, stond voor de magistraten ook meteen het licht op groen om het met het onderzoek niet te nauw te nemen. Ze wisten dat betrokkenen in de publieke opinie reeds veroordeeld was en dat ze geen tegenwind te verwachten hadden zelfs indien hem een onverdiende straf zou worden opgelegd.

De afhandeling van het dossier werd bovendien vergemakkelijkt door het feit dat de Man zich niet in het land bevond, de dagvaarding hem niet eens zou bereiken, zodat hij zonder verdediging snel bij verstek kon veroordeeld worden.

Nochtans had Eerstaanwezend Substituut Tulkens die met het onderzoek en de uiteenzetting voor het Krijgshof was belast, weinig in handen : een manifest op 28 juni '40 waarin Hendrik de Man betoogde dat de bevolking geen weerstand moest bieden aan de vijand ? De rechters moesten dan maar vergeten dat tien dagen voordien Eerste Minister Pierlot en Minister Spaak vanuit Sauveterre te kennen hadden gegeven dat de regering naar België wilde terugkeren om met de Duitsers besprekingen te voeren over een wapenstilstand en de terugkeer van de soldaten. Als men een wapenstilstand aanvaardt, is het toch niet om de strijd voort te zetten ? De Man vertolkte dus op dat ogenblik het standpunt van de regering, maar deze logica is niet doorgedrongen tot het brein van de dienaars van het gerecht.

Er werd hem eveneens de oprichting van de Unie van Hand- en Geestesarbeiders (U.H.G.A.) ten laste gelegd. Normaal hadden de rechters moeten weten dat op 25 augustus 1945 de wetgever officieel erkend had dat door de houding van het patronaat in 1940 de vakbondslei-

ders in 1940 moreel verplicht werden de belangen van de arbeiders te verdedigen. Men was van oordeel dat diegenen die voor 1 april 1942 de unie hadden verlaten, niet gestraft dienden te worden. Dat was ook het geval voor de Man - die bij de aanstelling van de VNV'er Delvo als leider van de U.H.G.A. in maart '42 - de deur had dichtgeslagen en openlijk zijn steun had opgezegd. Voor hem mocht evenwel deze regel niet gelden.

Ook dat de Man met kwaadwillig opzet de doeleinden van de vijand zou hebben gediend, heeft men niet kunnen bewijzen. In dat verband moet de vraag worden gesteld of de Duitsers zo dom zouden geweest zijn het zwijgen op te leggen aan iemand die hun doeleinden nastreefde.

Want dat is inderdaad gebeurd en de onderzoeksrechter Tulkens wist dat : in het dossier heb ik inderdaad een brief gevonden, gedateerd op 16 juli 1941, waarin de Militärerwaltung aan alle Kommandaturen laat weten dat aan Hendrik de Man spreekverbod moet worden opgelegd.

Hiermee werd echter geen rekening gehouden.

ZIJN MEDEWERKING AAN DE U.H.G.A

Zoals te verwachten was, is bij de samenstelling van het dossier de meeste aandacht gegaan naar de rol die de Man heeft gespeeld in de Unie van Hand- en Geestesarbeiders.

Ook in zijn toelichting voor het Krijgshof heeft Substituut Tulkens minstens gedurende een uur over deze kwestie gehandeld. Hij heeft echter verwaarloosd een onderscheid te maken tussen de verschillende fasen die deze organisatie tijdens de bezetting heeft ondergaan : er was eerst de moeizame heroprichting van de verschillende vakbonden na de capitulatie ; dan volgde de eis van de Militärverwaltung - generaal Von Falkenhausen - om slechts met één vakbond te onderhandelen en de pogingen van de traditionele vakbonden (BVV - ACV en liberale bonden) om samen te werken (een oude doelstelling van de socialistische vakbond) ; dan kwam de vervanging van de Militärerwaltung als gesprekspartner voor sociale zaken door burgerlijke ambtenaren van de Dienststelle Hellwig en de eis van de Duitsers om ook de vakbond van het V.N.V. bij het nieuwe eenheidssyndicaat te betrekken.

De stichting van de U.H.G.A. gebeurde op 8 november 1940. In het begin van 1941 was er nog een goede samenwerking, daarna trachtte het ACV, van Gust Cool de samensmelting van de vakcentrales te verhinderen en zich systematisch terug te trekken. In juni 1941, wanneer de Duitse troepen Rusland waren binnengevallen, begon de Militärerwaltung zich meer met de Unie te bemoeien en de syndicale pers aan een censuur te onderwerpen. De Man kreeg spreekverbod opgelegd en stopte alle activiteiten voor de Unie. De Duitsers gaven voorrang aan die organisaties die hen steunden in de strijd tegen het bolsjewisme.

Eerst in november 1941 zouden de ambtenaren van de Dienststelle Hellwig op een ideologische gelijkschakeling hebben aangestuurd. Ze wilden bereiken dat de arbeiders zich door het nationaal-socialisme zouden aangetrokken voelen. Op dat ogenblik bevond de Man zich echter al in een berghut in de Haute-Savoie. Als hij in maart '42 voor een paar weken terugkwam, brak hij officieel in een open brief aan Dr. Voss met de Unie uit protest tegen de aanstelling van Edgard Delvo als leider en nam hij afstand van diens politieke stellingname volgens welke de arbeiders zich voor een Duitse overwinning zouden moeten uitspreken.

In zijn uiteenzetting heeft Eerstaanwezend Substituut Tulkens - die klaarblijkelijk niet het minste inzicht had op de sociale toestanden tijdens de bezetting - deze chronologie niet gerespecteerd. Of de initiatieven van Hendrik de Man genomen werden in de eerste periode, toen de Duitsers zich nog inschikkelijk toonden of daarna toen hun houding ten opzichte van de bevolking zich volledig gewijzigd had, was voor hem blijkbaar van geen belang.

Een frappant voorbeeld van het door mekaar halen van feiten is wel het volgende : Eerst schilderde hij breedvoerig een portret van Delvo waarvan hij beklemtoonde dat die een vroegere medewerker was van de Man, iemand die voor de *Waffen SS* en voor de vrijwilligers van het *Legioen-Vlaanderen* recruteerde, die volledig gewonnen was voor de Nieuwe Orde, en als leider van U.H.G.A. beweerde dat deze zich samen met Rex en V.N.V. moest inzetten voor een Duitse overwinning... en dan, zonder enige overgang, betoogde hij dat de Man zich in zijn toespraken in Luik en Charleroi er zich op beroepen had zijn invloed te hebben aangewend om de syndicalisten tot de Unie te doen toetreden.

Dit is een staaltje van - wat men zou kunnen noemen - een intellectuele oneerlijkheid. De inspanningen van de Man om de eenheidsvakbond te doen starten vonden plaats in 1940 en in

het voorjaar van 1941. De V.N.V.-er Edgard Delvo werd eerst in maart 1942 tot leider van de U.H.G.A. aangesteld en had voordien met de organisatie niets te maken. De Man had trouwens met Delvo reeds gebroken. Hij had hem reeds in 1940 uit zijn kantoor gezet en niet meer willen zien, ook niet toen die in '41 om een onderhoud vroeg.

Eerstaanwezend Substituut Tulkens, waarvan men onpartijdigheid had mogen verwachten, heeft hier de geschiedenis vervalst en voor de rechters een volledig verkeerd beeld van de situatie opgehangen.

Ook heeft hij niet kunnen aantonen dat er politieke motieven aan de basis van de stichting van de U.H.G.A. zouden gelegen hebben.

Uit de meeste getuigenissen, die ik heb kunnen raadplegen, blijkt duidelijk dat in de stichtingsfase het vooral sociale motieven zijn geweest : het uitbetalen van de werklozen, het stopzetten van de loonsverminderingen die door het patronaat werden doorgevoerd, het vermijden van opeisingen van arbeiders om in Duitsland te gaan werken. Er waren ook - laten we het eerlijk toegeven - de louter persoonlijke en menselijke motieven van vakbondssecretarissen en leden van het personeel die vreesden hun job te verliezen en tot werkloosheid te worden gedoemd.

Het is echter totaal verkeerd dat voor te stellen alsof - in hoofde van de Man - het erom ging de arbeiders voor het nazisme te winnen. Dat kan misschien zo geweest zijn in de geest van een of andere hooggeplaatste ambtenaar van de Militärverwaltung, maar dat blijkt hoege- naamd niet uit de Aktennotize, die door de Dienststelle Hellwig werden opgemaakt.

Hendrik de Man heeft volgens de documenten die op het Krijgshof berusten, aan zes vergaderingen deelgenomen waarop o.a. Dr. Voss, Dr. Bollacher of Dr. Messinger aanwezig waren :

1. 8 oktober 1940 : op deze datum had een bespreking plaats over de toekomstige organisatie (Plan Dr. Voss).
2. 29 oktober 1940 : op deze zitting werd de taakomschrijving afgebakend. Hendrik de Man weigerde er een functie in de Unie te aanvaarden, ondanks het aandringen van Dr. Voss. Het is ook op deze vergadering dat hij de uitgave van twee kranten voorstelde zonder censuur.
3. 8 november 1940 : Dr. Voss zette zijn organisatieplan uiteen (fusies Centrales). De Man beloofde op deze vergadering dat hij zou trachten de moeilijke gewesten Luik en Charleroi voor de Unie te winnen.
4. 25 november 1940 : op deze zitting heeft de Man getracht de invloed van de V.N.V.-vakbond *Arbeidsorde* in de Unie af te zwakken door de opname van een Belgisch-gezinde Verdinaso-vertegenwoordiging met Jef Van Bilsen (die na de oorlog in de regering Harmel het kabinet van Ontwikkelingssamenwerking kreeg toegewezen). Het is op deze vergadering dat de Man gesproken heeft over de moeilijkheden met Rolin in verband met het uitgeven van *Le Peuple*.

Hij vroeg ook dat sommige parlementsleden, die alle activiteiten hadden moeten stopzetten omdat ze in Limoges de capitulatie hadden afgekeurd, hun syndicale werking zouden mogen voortzetten.

5. 19 maart 1941 : op deze vergadering bekritiseerde Hendrik de Man de door de Duitsers gevolgde loonpolitiek. Wat hij daarover in de pers schreef werd door de Militärverwaltung niet geapprecieerd en hij werd door generaal von Craushaar op het matje geroepen. Er kwam nadien wel een loonsverhoging van 8 %. Tevens hekelde hij de houding van het V.N.V. - inzonderheid van Lambrechts - die politiek profijt trachtte te halen uit de syndicale actie door zijn publicaties in *Volk en Staat*. Hendrik de Man vertolkte er ook de mening dat Kardinaal

Van Roey de eenheidsvakbond saboteerde en een corporatisme à la Dollfuss nastreefde.

6. 28 april 1941 : op deze laatste vergadering, waarop Hendrik de Man aanwezig was, kwam het tot een ernstig treffen tussen hem en Dr. Voss. Hij verweet de aanwezigheid van Duitse ambtenaren op de vakbondsvergaderingen, niettegenstaande hen gevraagd werd weg te blijven. Hij vroeg tevens dat de mensen van de Dienststelle stappen zouden nemen om de gevangengehouden advocaat Marc Somerhausen vrij te krijgen. Het is ook op deze vergadering geweest dat Hendrik de Man gewezen heeft op de anti-propaganda in de schoot van de *Prévoyance Sociale* zonder echter enige naam te noemen.

Uit het nazicht van al deze door de Duitsers opgestelde verslagen kon nergens blijken dat Hendrik de Man de zaak van de bezetter genegen was. Voor hem was de oprichting van de U.H.G.A. aanvankelijk een Belgisch initiatief dat door de bezettende overheid moest kunnen aanvaard worden "zonder het verwijt te moeten oplopen dat men zich als Belg in dienst van de bezetter zou hebben gesteld".

In de zomer van 1941 - toen de militaire overheid hem het leven zuur begon te maken - heeft de Man zich niet langer met de U.H.G.A. beziggehouden.

De onderzoeksrechters waren van dat alles op de hoogte en Eerstaanwezend Substituut Tulkens had dan ook alle moeite van de wereld om gemotiveerde argumenten naar voor te brengen.

DE KWESTIE VAN DE ARBEIDERSPERS

Hendrik de Man werd ervan beschuldigd de pers van de arbeidersbeweging te hebben willen laten verschijnen onder de controle van de U.H.G.A. of van de Dienststelle Hellwig.

De rechters vonden het onderwerpen aan de censuur *kenschetsend voor het ontbreken van patriottische waardigheid*. Ze schenen dus niet te weten dat in alle oorlogsvoerende landen een censuur wordt ingesteld.

Nochtans wist Substituut Tulkens goed dat betrokkenen verschillende kerent de censuur genegeerd had.

Hij was overigens in het bezit van een document waaruit duidelijk bleek dat de Man hoege- naamd van geen censuur wilde weten : Deze had voor de Dienststelle op 9 december 1940 een nota opgesteld waarin hij te kennen gaf twee dagbladen te willen uitgeven : *Het Volksblad* (in vervanging van *Vooruit*) en *Le Travail* (in vervanging van *Le Peuple*). De Man stelde hierin voor dat hij voor de inhoud ervan tegenover de Dienststelle zelf de verantwoordelijkheid op zich zou nemen en dat er van voorafgaandelijke censuur of opgedrongen teksten geen sprake kon zijn. De tekst luidde : "*Il n'y aura ni censure préalable, ni textes imposés*". Dat werd echter noch in uiteenzetting van de Substituut, noch in de motivatie van het vonnis weergegeven.

Wel werd gezegd dat hij met deze bladen wilde reageren tegen de propaganda, die door de Engelse radio in de arbeiderskringen werd gevoerd. Ook hier werd zonder de minste scruples de zaken verkeerd voorgesteld : het is overduidelijk dat met deze propaganda bedoeld werd

de toespraken van de Belgische vakbondsleiders aldaar die erop gericht waren de eenheidsvakbond te saboteren. Men heeft natuurlijk de schijn willen wekken dat het over de propaganda in verband met de oorlogsgebeurtenissen ging.

Waarom wilde de Man deze twee kranten uitgeven ? Eenvoudig omdat hij het beter vond dat de arbeiders een dagblad in handen kregen, dat hen niet zou blootstellen aan de verderfelijke invloed van de kranten, die door Rex en VNV werden gecontroleerd, waarin openlijk propaganda voor het nazisme werd gevoerd en een overwinning van de Duitsers werd bepleit. Hij wilde een krant waarin tenminste nog aandacht werd besteed aan sociale zaken en aan problemen van werkgelegenheid en arbeidsvoorwaarden. Voor Vlaanderen is hij er niet in geslaagd.

Wel heeft hij een tijdlang op de persen van *Le Peuple* het dagblad *Le Travail* kunnen uitgeven. De krijgsauditeur heeft daarover een onderzoek laten instellen door een zogezegd onafhankelijk expert, De Winne Hector, die een rapport van 68 bladzijden heeft afgeleverd.

In dit document zijn de richtlijnen te vinden die de Man aan de leden van de redactie heeft verstrekt :

1. Geen buitenlandse politiek. Enkel de communiqués van Belgapress (en dan nog wel met vermelding van de afkomst).
2. Geen aanvallen op de regering Pierlot-Spaak. Die moet beschouwd worden als de verdedigers van België aan de overkant.
3. Niet Engelsgezind, niet Duitsgezind, geen anti-semitisme, geen hetze tegen de vrijmetellaars. Een Belgisch socialisme verdedigen.
4. De eenheid van België en de sociale democratie verdedigen.

5. Repliceren als de Koning of het Belgisch leger worden aangevallen.
6. Geen collaboratie. België is niet vrij. We moeten een sociale actie voeren onder de bezetting, d.w.z. de armoede trachten te verlichten en te beletten dat de levensvoorraarden van ons volk worden afgestompt.
7. Het syndicalisme verdedigen tegen Rex - VNV en de Duitsers.

Welnu, er werden na de oorlog voor minder dan dat "medailles van de weerstand" verleend !

In een schriftelijke nota voegde Hendrik de Man daaraan toe :

- Enkel met eerbied over de Belgische Werkliedenpartij spreken, haar groots verleden en haar fouten erkennen.
- Nooit vergeten dat de oorlog, die nog steeds bezig is, niet door ons werd uitgelokt en ons niet aangaat.

Toch moest de Man ook voor expert De Winne gestraft worden. Hij had immers gevonden dat op 21 februari 1942 in *Le Travail* een artikel was verschenen waarin de draak werd gestoken met de oorlogszuchtige taal van oud-minister Achilles Delattre, die zich nog in het land bevond. Alleen scheen deze expert niet te weten dat de Man zich op dat ogenblik al drie maanden in het buitenland bevond en dus niet verantwoordelijk kon worden gesteld voor een flater van één van de redacteurs.

In elk geval vond de syndicalist André Renard *Le Travail* zeer interessant want toen het als dagblad ophield te bestaan, stuurde hij een telegram naar Hendrik de Man om dit te betreuren en hem te zeggen dat hij en zijn kameraden veel hoop in zijn moedige actie hadden gesteld.

OP ZOEK NAAR FUTILITEITEN

Om het dossier toch maar enigszins te kunnen stofferen - en bij gebrek aan ernstige argumenten - hebben de onderzoeksrechters dan maar naar futiliteiten gezocht.

Een groot aantal syndicale leiders werd ondervraagd om te weten of de Man inderdaad naar Berlijn was gereisd om Dr. Voss van de Dienststelle Hellwig te gaan halen. Daarin werd een ongelofelijke tijd en de energie gestoken. Precies alsof deze kwestie enig belang had ! Belangrijk was te weten wat het minst te vrezen was : een toezicht op de vakbond door burgerlijke ambtenaren van het DAF - meestal oude vakbonders - of door militairen, die niets van de sociale wetgeving afwisten en waarmee men al te dikwijls moeilijkheden had ?

De Man is niet naar Berlijn gereisd en kende Dr. Voss niet, maar hij heeft nooit ontkend dat - indien de bezetter een controle wilde - hij verkoos dat ze door burgers werd uitgeoefend.

"De reis naar Berlijn" - het stokpaardje van oud-minister Achilles Delattre en senator Hubert Lapaille - heeft nochtans de rechters zodanig beïnvloed dat ze ervan gewag hebben gemaakt in de motivering van het vonnis. Dit verwekte echter grote ontsteltenis bij de Auditeur-generaal, want er stond eveneens bij geschreven dat Dr. Voss van in den beginne bij de besprekingen van de nieuwe vakbond betrokken was en dat bracht meteen een aantal andere personaliteiten in opspraak, die er ook bij waren : Gust Cool van het ACV, Armand Colle van de liberale vakbond, Fons Segier en Frans Liebaers van het BVV, ja zelfs Achiel Van Acker.

Wie die magistraten van het Krijgshof op die stommiteit gewezen heeft, hebben we niet

kunnen achterhalen, maar in elk geval werden deze eminente dienaars van het gerecht verplicht in beroep te gaan tegen hun eigen vonnis. Die clause moest per sé gewijzigd worden. Een nieuw proces was hierdoor onvermijdelijk geworden.

Een andere kwakkel van Achilles Delattre was de zogezegde vergadering van Hendrik de Man met de Rexisten uit de Borinage, de zogeheten "La Réunion de Sainte-Barbe" op 4 december 1940. In feite ging het om syndicale militanten en enkele journalisten. De vergadering vond plaats bij ingenieur Jan Vanderborgh te Dovrain-Baudour, een patriot die door de Duitsers werd aangehouden en gefusilleerd in de gevangenis van Aarlen.

De enige onder de aanwezigen die op dat ogenblik met de lokale rexisten onderhandelde was de journalist Marcel Parfondry. Ook aanwezig was Walter Dauge, een Trotskist die daarna even met Degrelle heeft geflirt en er even snel mee in botsing is gekomen, die op de zwarte markt is beland en in 1944 werd vermoord. (Men weet trouwens niet of die moord gepleegd werd door communistische partizanen of door rexisten zelf, zoals de rexist Marcel Destrain op zijn proces beweerde.) Ook aan deze kwestie hebben de onderzoeksrechters hun tijd verknoeid zonder dat daaruit enige conclusie kon getrokken worden.

DE KWESTIE VAN DE "PINNEKENDRAAD"

En dan is er nog de historie van de "pinnekendsraad". Volgens vakbondsleider Willem Van Grootven zou de Man tijdens een vergadering met de metaalbewerkers ermee gedreigd hebben dat de syndicalisten die zich niet bij de Unie wilden aansluiten wel eens achter de "pinnekendsdraad" zouden kunnen terechtkomen. Ook verschillende Waalse syndicalisten bevestigden dat hij gesproken had over de "fil de fer barbelé". Dat gaf aanleiding tot een intens onderzoek. Het

bleek echter spoedig dat wat de enen als een bedreiging beschouwden, voor de anderen een aansporing tot voorzichtigheid was geweest. De Man wist immers sedert 1933 van het bestaan van de concentratiekampen af en had vele Duitse sociaal-democraten, die zich niet wilden laten gelijkschakelen, zien wegvoeren. *"Ik wilde mijn kameraden dat lot besparen"*, schreef hij later aan Eugène Soudan. En inderdaad, Substituut Tulkens wist dat deze laatste thesis de juiste was, want hij was in het bezit van een verslag van de vergadering met de metaalbewerkers op 16 december 1940, dat ondertekend was door Georges Baudour - gestorven in een concentratiekamp - en Leon Jeuniaux waarin beiden bevestigden dat de Man hen wilde waarschuwen tegen ondoordacht optreden.

Nu had Willem Van Grootven zelf een onderhoud met Dr. Voss op 17 januari 1941 en daar verklaarde hij zelf bereid te zijn mede te werken met de U.H.G.A. indien zou blijken dat de Dienststelle het bij het rechte eind had. *"Si dans les temps qui viendront"* betoogde hij *"il sera démontré que vous teniez le bon bout, je serai le premier à le reconnaître et à travailler avec vous pour le bien des ouvriers"*. Maar hij voegde eraan toe : *"Il m'est totalement impossible de m'entendre avec des gens, qui nous menacent de nous mettre derrière le fil de fer barbelé"* en hierop repliceerde Dr. Voss : *"Ce n'est pas nous qui avons donné mission de dire cela"* - waarop Van Grootven - steeds volgens zijn eigen rapport antwoordde : *"Je ne m'en suis jamais douté"*.

Moet men hieruit besluiten dat Van Grootven meer de Duitsers dan zijn eigen partijgenoot vertrouwde en zelf in januari een nogal dubbelzinnige houding heeft aangenomen ?

Dat is nog niet alles. Diezelfde Willem Van Grootven stuurde op 5 september 1945 een biografische nota naar Substituut Depelchin, waarin de Man beschreven wordt als een Euro-

pees wereldburger, een onbaatzuchtige en actieve mens met als conclusie : "*Op geen enkel moment van zijn loopbaan, kan zijn rechtschapenheid in twijfel getrokken worden*". Zelfs als Van Grootven - zoals kan worden verondersteld - die nota zelf niet heeft opgesteld, moet men zich toch afvragen of dit alles nog ernstig is.

Tenslotte zal uit een getuigenis van Willem Van Grootven op 14 juni 1946 dan nog blijken dat Hendrik de Man is opgetreden om de bezetting van de volkshuizen door de VNV-ers te verhinderen.

Wanneer men dat allemaal op een rijtje zet, is het niet te verwonderen dat Substituut Tulkens over de tussenkomsten van Van Grootven in de openbare zitting gezwegen heeft.

DE NOTA OVER DE TOESTAND VAN DE B.W.P.

De meest indrukwekkende en ook meest verontrustende beschuldiging aan het adres van Hendrik de Man is wel de beruchte "nota over de toestand van de B.W.P." die na de bevrijding in de kantoren van generaal Reeder werd teruggevonden.

Substituut Tulkens beweerde in zijn uiteenzetting in openbare zitting dat de nota bestemd was voor de Duitse autoriteiten, zonder daarvan het bewijs te leveren. De nota was in het Nederlands opgesteld en bovendien met potlood ondertekend.

Nu weet iedereen dat Hendrik de Man zijn voornaamste werken in het Duits geschreven heeft. Bovendien gebruikten de Duitse ambtenaren zowel van de Dienststelle Hellwig als van de Militärverwaltung in hun onderhandelingen met de Belgen doorgaans de Franse taal. Ook de

enige nota die de Man aan de Duitsers van de Dienststelle heeft voorgelegd - deze in verband met de syndicale pers - was in het Frans opgesteld. We zien niet in waarom de Man een Nederlandstalige nota aan de Duitsers zou hebben toegezonden.

Hoe ze in de handen van generaal Reeder en zijn adjunct Thedieck is terechtgekomen, blijft een raadsel. Wellicht heeft de Man die nota geschreven voor Vic Grauls, die in mei '41 nog steeds de voorzitter van de U.H.G.A. was en die - als onderwijzer en daarna als afgevaardigde van de Transportbond in Antwerpen, geen globaal zicht had op alle vertakkingen van de Belgische Werkliedenpartij. Er werd immers over al deze takken gehandeld, behalve over de vakbeweging.

Men kan bezwaarlijk zeggen dat er schokkende onthullingen in vermeld staan. Wel heeft Hendrik de Man de aandacht gevestigd op het feit dat in sommige organisaties lonen werden uitbetaald aan gewezen vakbondsleiders die daar een onderkomen hadden gevonden om propaganda tegen de Unie en het blad *Le Travail* te voeren. Hij zag een oplossing in de aanstelling door de Dienststelle Hellwig van een commissaris, die door de decreten van 20 mei 1940 en 19 april 1941 was gemachtigd om toezicht uit te oefenen op het beheer van die instellingen, waar ingevolge de oorlogsomstandigheden dit niet meer op normale wijze gebeurde. Hij stelde voor de heer Léon Petit, de expert van *La Presse Syndicale*, met die taak te belasten. Voor *La Prévoyance Sociale* - die een normale werking kende - maar waar de actie tegen de Unie biezonder sterk was, meende hij - en hier gebruikte hij een ongelukkige term - *dat een commissaris met politiek toezicht zou volstaan*. Op het proces werd het belang van deze kwestie overdreven. De heer Tulkens beweerde dat de ernst van deze stellingname niemand mocht ontsnappen, hoewel hij moest toegeven dat Joseph Lemaire van de *Prévoyance Sociale* - hierover ondervraagd - ten stelligste had bevestigd dat zijn instelling door het

optreden van de Man niet de minste hinder vanwege de vijand had ondervonden.

Wat waren de bedoelingen van Hendrik de Man ? Ongetwijfeld wilde hij dat de actie tegen de unie - die in mei 1941 nog niet door de nazi's was ingepalmd - zou worden stopgezet. Een zeker toezicht toevertrouwen aan de Dienststelle Hellwig was in zijn ogen het minste kwaad om te vermijden dat de Gestapo, die in 1941 meer en meer begon op te treden, de socialistische instellingen tot doelwit zou nemen. De Dienststelle was immers enkel belast met sociale en syndicale aangelegenheden en had geen enkel juridische of politieke bevoegdheid. Bovendien waren de betrekkingen tussen de Dienststelle en de Gestapo en de Militärverwaltung allesbehalve hartelijk.

Tussen Henri Lemaire en Vic Grauls kwam het toen tot een akkoord om het probleem op te lossen : de Prévoyance Sociale zou Louis Major, die daar zogezegd als controleur werkzaam was, afdanken. Dit gebeurde met de instemming van betrokkenen zelf die in de kolenhandel van zijn vrouw aan de slag kon. Hiermee was ook voor de Dienststelle de schijn gered en werd niemand verontrust.

Op het proces, maakte de heer Tulkens ook gewag van de Arbeidershogeschool. In het document van de Man stond hierover één enkele zin : *"Andere wanordelijke toestanden vloeien voort uit het feit dat instellingen, die hun eigen werkzaamheid hebben gestaakt, leidend personeel voortbetalen met behulp van de verkoop van gronden en dergelijke, zoals bijvoorbeeld de Arbeidershogeschool te Ukkel"*. Dat is alles.

De heer Tulkens betoogde in zijn toespraak dat de school als onderdeel van de centrale voor Arbeidersopvoeding verder bleef functioneren en dat beide instellingen weldra centra van de

weerstand tegen de bezetter werden. Hij voegde daaraan toe dat directeur Jean Nihon in de loop van 1941 door een Duitse dienst werd uitgenodigd om inlichtingen over de rekeningen van de school te verstrekken.

Welnu, door deze inlichtingen zo na mekaar te vermelden, zijn de wildste geruchten ontstaan. In een toespraak in december 1984 te Rixensart beweerde de heer Nic Bal, directeur van de BRTN, dat Hendrik de Man een brief aan de Duitsers had geschreven waarin hij o.m. de Arbeidershogeschool aanduidde als een haard van verzet, wat tot gevolg heeft gehad dat de leiders van de school door de Gestapo werden ondervraagd !

Eerst en vooral : zo'n brief bestaat niet. En bovendien werden de leiders van de school - zoals blijkt uit hun getuigenissen hoegenaamd niet verontrust.

Ziehier enkele van de verklaringen die ze onder ede hebben afgelegd :

Leo Delsinne, directeur van de Franstalige afdeling, op 21 juni 1946 aan de heer Tulkens :
"L'école supérieure ouvrière et la Centrale d'Education Ouvrière, n'ont au cours de l'occupation allemande pas en à subir de vexations de la part de l'occupant".

Jean Nihon, bestuurder en monitor van de Franstalige afdeling, deelde mede dat hij door Dr. Pee - en dus niet door de Gestapo - naar de rekeningen werd gevraagd. (elkeen erkent dat Dr. Pee een gematigd en correct man was). Jean Nihon verklaarde aan Tulkens : *A part cet incident ni l'Ecole, ni la Centrale comme telle, n'eurent à subir de vexations de la part de l'ennemi.*

Langs Vlaamse kant werd niemand door de onderzoeksrechter ondervraagd. Noch Willy Kooy, die de Man in 19'40 was gaan opzoeken om met de activiteiten van de school opnieuw

te starten, noch Leo Magits hebben zich over de handelwijze van de Man beklaagd. Integendeel, Leo Magits erkende in zijn *Socialistische getuigenissen* dat het afscheid van de Man met de vertegenwoordigers van de school correct is verlopen en deze op een faire wijze de wettelijke vooropzeg heeft doen betalen aan diegenen die op non-actief werden gesteld.

De vorige directeur Désiré Bouchery had reeds in januari 1941 alle activiteiten in de Arbeidershogeschool gestopt en de ongelukkige Camille Vaneukem, de Franstalige secretaris van de Centrale d'Education Ouvrière werd door Franse tolbeamten te Rijsel aan de Duitsers overgeleverd met niet aangegeven deviezen en bezwarende documenten op zak.

Conclusie ? Geen enkele leider, noch van de Centrale van Arbeidersopvoeding, noch van de Arbeidershogeschool, noch van de Prévoyance Sociale, noch van de mutualiteiten is ingevolge de nota van de Man verontrust geworden.

HET VONNIS BEVESTIGD IN BEROEP

Het "dossier de Man" is in 1947 - ingevolge het beroep tegen de in punt 6 verkeerde motivatie van het vonnis - opnieuw voorgekomen.

Hendrik de Man had toen een beroep gedaan op advocaat Paul De Bock om zijn zaak te verdedigen. Deze schreef op 18 maart 1947 aan de Auditeur-Generaal, dat hij nog niet op de hoogte was van de inhoud van het dossier en ervan nog geen inzage had gekregen. Bovendien vroeg Mr. De Bock een bijkomend onderzoek in verband met een aantal verkeerde voorstellen en de oproeping van nieuwe getuigen. Als men weet dat de zaak reeds op 29 maart, zegge 11 dagen later is voorgekomen, kan men wel indenken op welke manier aan deze vraag

gevolg werd gegeven.

Behouden de rechtzetting die moest worden aangebracht aan het vorige vonnis, werden praktisch geen nieuwe elementen aangebracht. Het kon niet snel genoeg gaan. Aan de rechten van de verdediging werd weinig of geen aandacht besteed. De advocaat-generaal Gilissen vroeg gewoon de bevestiging van het vonnis en achtte het zelfs niet nodig zijn uiteenzetting bij het dossier te voegen.

VERWAARLOOSDE PISTES

Een van de meest flagrante tekortkomingen is ons inziens de wijze waarop men de actie van de Man ten voordele van de krijgsgevangenen heeft behandeld. Advocaat De Bock had gevraagd dat verschillende getuigen hierover zouden worden ondervraagd. Om de schijn te redden dat hieraan gevolg werd gegeven, beloofde de Substituut een initiatief te nemen. Normaal kon dus worden verwacht dat hij inlichtingen zou vragen aan diegenen die hierover iets konden weten : de Duitse overheid, generaal von Falkenhausen, Thedieck, de rechterhand van Reeder, Otto Abetz, de Duitse ambassadeur in Parijs, met wie de Man contacten had. Hij had die ook kunnen vragen aan de omgeving van de Koning, generaal Van Overstraeten of Graaf Capelle, maar dat deed hij niet. Hij stuurde inspecteur Nicole Mann naar diegene die het niet kon weten, namelijk de Belgische generaal Keyaerts die belast was met de opvang van de teruggekeerde krijgsgevangenen. Die viel natuurlijk uit de lucht : van activiteiten van Hendrik de Man ten voordele van de krijgsgevangenen had hij nog nooit gehoord.

Men zocht allerlei drogredenen om geen ernstig onderzoek in te stellen. Men beweerde op Buitenlandse Zaken de Duitse ambtenaar Thedieck niet te kennen. Nochtans bevond zich in

het dossier een correspondentie van Hendrik de Man met deze Duitse ambtenaar.

Maar wat erger is : Men wist pertinent goed dat Hendrik de Man zich voor de vrijlating van de krijgsgevangenen had ingezet, want in het dossier zat namelijk ... een brief van de Aktiv-Propaganda Aussenstelle Charleroi, gedateerd op 7 mei 1941, waarin geëist werd dat de Man een einde zou stellen aan zijn "Bemühungen um Rückkehr der Gefangenen".

Dit toont dus duidelijk dat men opzettelijk deze actie - die dan toch een vaderlandsliedende daad was - heeft willen verzwijgen.

Met een beetje goede wil had men hierover een copieus dossier "ten ontlaste" kunnen aanleggen. Men wist dat Hendrik de Man op 4 juni 1940 ten huize van de diplomaat Louis Camuaan de osteoloog Dr. Gebhardt een nota had overhandigd in verband met de terugkeer van de gevangenen.

Er bestond een nota die Hendrik de Man op 25 oktober 1940 aan de Duitse ambassadeur in Parijs, Otto Abetz, had overhandigd waarin werd uiteengezet op welke wijze een oplossing voor de terugkeer van de gevangenen kon worden gevonden, ook voor de beroepsmilitairen, die in het burgerlijk leven dienden te worden ingeschakeld.

In de omgeving van de Koning was men daarvan op de hoogte, maar al wat met de betrekkingen van Hendrik de Man met de Koning verband hield, was taboe. Dat zal men op het kriegshof wel geweten hebben.

Tijdens het onderzoek werd geen enkele getuige van het Hof opgeroepen : noch generaal Van

Overstraeten, noch Graaf Capelle werden gevraagd uitleg te verstrekken over de relaties van Hendrik de Man met Leopold III.

Men kan nog aannemen dat gezwegen werd over de rol, die betrokken zou hebben gespeeld tijdens de 18-daagse veldtocht en de daaropvolgende capitulatie vermits hem daaromtrent geen enkel feit ten laste werd gelegd. Maar hoe verklaren dat met geen woord gerept werd over de vertrouwelijke opdrachten, die de koning hem gaf onmiddellijk na de capitulatie met name, zijn bezoeken aan de voornaamste steden ? Waarom werd gezwegen over zijn tussenkomsten bij Otto Abetz om Degrelle wat in te tomen, om te protesteren tegen de Flamenpolitik van Reeder en aan Berlijn te laten weten hoe erg het met onze bevoorrading was gesteld ? Het was een black-out over hele lijn. Men heeft over vele zaken gezwegen, waaruit kon blijken dat de Man begaan was met de toekomst en met de eenheid van het land.

Ook Leopold III heeft gezwegen. Eerst op 3 februari 1979 heeft hij aan de familie van de Man laten weten dat hij nooit aan diens patriottische gevoelens getwijfeld heeft. Dat was een beetje laat, want de Man was toen al meer dan 25 jaar dood.

* * *

Uit dit alles kan worden aangetoond dat het proces tegen Hendrik de Man geen eerlijk verloop heeft gekend.

Er zijn meer redenen dan in het dossier Irma Laplasse om de zaak te herzien, niet alleen omwille van de strafmaat, maar, op grond van de procedurefouten, wegens de politieke inmenging en de talrijke valse verklaringen.

Er moet ernstig worden nagegaan of er nog een mogelijkheid bestaat een uitwissing van de straf te verkrijgen. De Man zou dat alleszins gewild hebben, want de laatste jaren van zijn leven was eerherstel één van zijn voornaamste bekommernissen.

Ons inziens heeft de socialistische partij ten opzichte van haar meest originele denker wat recht te zetten om met haar "onverwerkt verleden" in het reine te komen. Ook de Belgische Staat heeft de plicht een groot patriot, recht te laten wedervaren.

In dat vooruitzicht, kunnen we besluiten met de woorden van Henk Brugmans, die hij reeds in 1948 heeft geschreven : *"Vernietig dat dwaze vonnis, die onzuivere verpolitiekte veroordeling".*

Piet de Buyser

Le Procès d'Henri de Man

(Résumé du texte néerlandais)

Dans son exposé au colloque du 22 novembre 1997, l'auteur a mis en lumière certains faits déjà évoqués dans les précédents numéros de notre Bulletin (N° 23, novembre 1996, Eerherstel voor Hendrik de Man, p. 7-42 et N° 24, novembre 1997, De politieke inmenging in het proces de Man, p. 7-50). Afin que son rapport ne fasse pas double emploi avec ces articles, il en a écarté les éléments connus et les a remplacés par ceux qu'il n'a pas eu le temps d'aborder dans son exposé oral ou qui sont ressortis du débat.

Il y a près de quarante ans l'auteur écrivait dans une revue socialiste qu'il pouvait difficilement concevoir qu'Henri de Man eût servi les desseins de l'ennemi pendant l'occupation. Depuis lors sa conviction est faite: de Man a été victime d'un règlement de comptes politique couronné d'une persécution judiciaire.

Force est de constater que son nom est plus souvent associé à sa condamnation par le Conseil de guerre qu'à ses mérites intellectuels. Même un Norbert De Batselier, dont la pensée politique a fortement été influencée par lui, ne le cite qu'indirectement, comme s'il craignait d'indisposer ses partisans.

Aucune étude approfondie n'ayant été consacrée jusqu'ici au procès d'Henri de Man, Piet de Buyser a sollicité et obtenu de l'auditeur général du Conseil de guerre l'autorisation de consulter son dossier. C'est ainsi qu'il est arrivé à la conclusion que de Man n'a pas bénéficié d'un procès honnête. Les sénateurs, qui ont levé son immunité parlementaire, les substituts chargés de l'instruction, certains des témoins entendus et les magistrats appelés à le juger, tous ont leur part de responsabilité en l'occurrence. Le procès est entaché de fausses accusations, de fautes de procédure, d'atteintes au principe de la séparation des pouvoirs, d'insuffisances dans l'établissement des faits et de violations des droits de la défense. Il montre au surplus que des personnalités notoires ont fait preuve à cette occasion de lâcheté, de mesquinerie et parfois de méchanceté afin d'éliminer un opposant politique qui les dérangeait.

Fausses accusations

Le jugement du 12 septembre 1946 reproche à de Man les faits suivants

- la publication par le président du POB du manifeste «désertiste» du 28 juin 1940, sa soumission à la censure allemande et sa diffusion dans la presse;
- la demande aux autorités allemandes de l'envoi d'un fonctionnaire, le Dr Voss, pour s'occuper des problèmes du travail;
- les discours faits par de Man en avril et mai 1941 à Anvers, Liège et Charleroi en faveur de la création de l'UTMI (Union des travailleurs manuels et intellectuels) et d'un «parti unique», ainsi que du maintien de la neutralité belge envers les Alliés;

- la création sous son égide d'un nouveau syndicat socialiste destiné à fusionner avec d'autres organisations similaires dans un syndicat unique et son rôle de médiateur dans les négociations entreprises à cette fin par le Dr Voss;
- l'intention de placer la presse ouvrière sous le contrôle de l'UTMI et du service du Dr Voss, ainsi que le projet de créer deux journaux, *Het Volksblad* et *Le Travail*, comme instruments de propagande en faveur de l'UTMI et contre la propagande de la radio anglaise dans les milieux ouvriers;
- sa défense dans *Le Travail* hebdomadaire du principe de la «démocratie autoritaire»;
- sa note du 15 mai 1941, adressée selon le Conseil de guerre, à l'autorité allemande dénonçant la propagande illégale contre l'UTMI de certains dirigeants et organismes socialistes;
- sa collaboration avec des journaux allemands sur le thème de la décadence de la Belgique;
- son mémoire du 20 janvier 1945 où il parlait du manifeste de juin 1940 sans rappeler ses déclarations sur l'acceptation de la victoire allemande ainsi que sur la débâcle du régime parlementaire et de la ploutocratie capitaliste, sans expliquer non plus pourquoi, après avoir abdiqué toute fonction à l'UTMI, il avait conseillé à ses dirigeants de rester à leur poste tout en sachant que le nouveau chef du syndicat unique, Edgard Delvo, était un nationaliste flamand asservi à l'Allemagne.

Il serait intéressant de soumettre tous ces faits à un examen détaillé et de vérifier dans quelle mesure les juges se sont inspirés des conclusions de la commission sénatoriale ayant abouti à la levée de l'immunité parlementaire et des réquisitions du premier substitut de l'auditeur militaire, M. Tulkens. Dans ses précédents articles, l'auteur a tenté de montrer le peu de sérieux avec lequel ces différents points ont été traités. Il ne lui est pas possible, dans le temps imparti, de les passer en revue. Mais le Manifeste du 28 juin 1940 en est un bon exemple. Loin d'être un manifeste «défaitiste», c'était un appel à la reconstruction du pays sous la conduite du Roi que sa popularité désignait alors à l'admiration générale. Il ne prévoyait pas la dissolution du POB, mais la poursuite de la plupart de ses activités (syndicats, mutualités, coopératives). Les juges n'ont tenu aucun compte des circonstances spécifiques de sa genèse et de la colère que sa publication suscita du côté allemand, de même qu'ils n'ont pas compris que la «démocratie autoritaire» n'avait strictement rien à voir avec la conception nazie du pouvoir.

L'auditeur général lui-même, Ganshof Van der Meersch, se trompait en affirmant que, par la création de l'UTMI, de Man avait favorisé la transformation des institutions nationales, comme si un syndicat pouvait être une institution nationale. Il se trompait aussi en disant que le syndicat unique aurait permis de fournir de la main-d'œuvre à l'occupant. La façon dont les ouvriers étaient syndiqués n'avait aucune influence à cet égard.

En l'état du dossier, l'ensemble des motifs sur lesquels le jugement s'appuie peut être infirmé. Il aurait donc été important pour le Conseil de guerre de vérifier les griefs accumulés par l'instruction ainsi que la valeur des témoignages à charge et à décharge.

Fautes de procédure

On peut se poser la question de savoir si le Conseil de guerre était compétent pour juger de faits politiques survenus après la cessation des hostilités, de même qu'il est étrange que de Man ait été mis en accusation et poursuivi avant la levée de son immunité parlementaire, ce que l'on peut sans doute imputer aux circonstances exceptionnelles de l'époque. Mais une telle excuse ne saurait être invoquée lorsqu'on ignore les règles de droit et dans le seul but de porter préjudice à l'accusé. Ainsi n'était-il pas justifié de le faire comparaître, lui qui avait toujours défendu la cause flamande, devant une cour francophone dont les magistrats ne pouvaient lui manifester que fort peu de compréhension.

Une autre grave faute de procédure était de le condamner en tant que militaire, alors que, au moment du fait le plus ancien dont on l'accusait, il ne l'était plus. La correspondance échangée à ce sujet entre le substitut Tulkens et le Ministère de la défense nationale ne laisse pas de surprendre: la dernière phrase de la réponse a été caviardée, selon toute vraisemblance pour cacher la date de sa démobilisation le 10 juin 1940. On voulait absolument porter atteinte à son honneur en lui infligeant une dégradation militaire.

Immixtion politique

Le règlement de comptes politique entamé à Londres contre Henri de Man fut parachevé en Belgique grâce à des personnes qui, durant la première année de l'occupation, avaient été concernées d'une manière ou d'une autre par ses activités.

Achille Delattre, ministre d'Etat, fournit à la justice militaire des renseignements dont certains furent écartés par le substitut dans son exposé tant ils étaient mensongers. Henri Rolin, ancien ministre de la justice, porta témoignage sur l'incident, provoqué par lui, qui l'avait opposé à de Man le 11 novembre 1940 à l'Université Libre de Bruxelles. Comme il était contredit par le recteur lui-même, le parquet y renonça. De son propre chef, Rolin suggéra au juge d'instruction d'interroger des témoins à charge. En tant que ministre de la justice en fonction pendant le procès, Marcel Grégoire se constitua partie civile au nom de l'Etat belge et réclama une indemnité de dix millions de francs. Achille Van Acker, premier ministre en fonction, déclara, «de sa propre initiative», qu'il n'avait jamais marqué son accord sur la politique d'Henri de Man en 1940. Les juges surent ainsi ce que le gouvernement attendait d'eux. Or, dès son retour de France en 1940, Van Acker s'était rendu chez de Man en lui demandant s'il pouvait reprendre ses activités syndicales et, dès

lors, le rencontra régulièrement. Leur dernière entrevue a probablement eu lieu en avril 1941.

On peut encore mentionner la pression exercée par des parlementaires comme Louis Piérard, Gaston Hoyaux, Camille Huysmans afin d'obtenir une condamnation prompte et sévère.

Un dossier des plus maigres

Le monde politique ayant ainsi clairement donné le signal d'une répression sévère, les magistrats ne furent guère enclins à procéder de façon impartiale. Comme de Man se trouvait à l'étranger, la citation à comparaître ne lui parvint même pas, de sorte qu'il fut jugé par contumace sans possibilité de se défendre, ce qui facilita la tâche de l'accusation. Le substitut Tulkens avait peu de choses dans son dossier en dehors du Manifeste. Encore fallait-il oublier que le gouvernement belge de l'époque avait lui-même préconisé l'armistice et le retour des soldats. Pour ce qui est de la création de l'UTMI, le législateur admit officiellement en 1945 que, vu l'attitude du patronat sous l'occupation, les dirigeants syndicaux s'étaient vus dans l'obligation morale de défendre les intérêts des travailleurs et que, en conséquence, ceux qui avaient quitté leur syndicat avant le 1er avril 1942 ne devaient pas être poursuivis. De Man ne bénéficia pas de cette mesure. Il ne fut pas davantage prouvé qu'il avait méchamment servi les desseins de l'ennemi. S'il en avait été ainsi, pourquoi les Allemands lui auraient-ils interdit de prendre encore la parole ? Le substitut Tulkens était d'ailleurs en possession de la lettre du 16 juillet 1941 par laquelle la *Militärverwaltung* allemande informait ses différents services de l'interdiction imposée à de Man de parler en public.

Collaboration avec l'UTMI

Le rôle joué par de Man dans l'UTMI occupe une place importante dans le dossier judiciaire. Tulkens se garda cependant bien de faire une distinction entre les diverses phases dans l'évolution de l'organisation: reconstruction laborieuse des syndicats après la capitulation, exigence de la *Militärverwaltung* de négocier avec une organisation unique, tentatives de coopération entre les syndicats traditionnels, remplacement de la *Militärverwaltung* dans les négociations par les fonctionnaires civils de la *Dienststelle Hellwig* (Dr Voss), inclusion du syndicat du VNV par ordre des Allemands. C'est à partir de novembre 1941 seulement que les Allemands insistèrent sur un alignement idéologique, alors que de Man s'était déjà retiré en Haute-Savoie. Revenu brièvement en Belgique en mars 1942, il prit définitivement ses distances par une lettre ouverte au Dr Voss dénonçant la mainmise allemande sur l'UTMI et la désignation de Delvo à sa tête.

Ne tenant aucun compte de cette chronologie, Tulkens brossa le portrait détaillé de Delvo et de son adhésion à l'«ordre nouveau» avant d'évoquer comme une conséquence

logique les appels que de Man avait lancés en faveur de l'UTMI dans un premier temps. Il ne démontra pas mieux les prétendues visées politiques qui auraient conduit à la création du syndicat, alors que la plupart des témoignages attestent qu'elle fut avant tout le résultat de préoccupations sociales, si l'on fait abstraction de l'intérêt personnel et matériel du personnel syndical qui craignait de se retrouver au chômage.

De Man n'a nullement eu l'intention de gagner les ouvriers à la cause du national-socialisme, comme on peut le voir à la lecture des procès-verbaux figurant au dossier sur les six séances auxquelles il participa. A aucun moment il ne fit preuve de complaisance envers l'occupant et ses affidés, comme l'*Arbeidsorde*, syndicat du VNV, dont il s'efforça au contraire de limiter l'influence. Pour lui l'UTMI était et devait demeurer une initiative exclusivement belge. Il n'y assuma d'ailleurs aucune fonction, comme le Dr Voss aurait souhaité, au début, qu'il le fit. A partir de l'été 1941 il ne s'en occupa plus. Tout cela, les juges le savaient fort bien.

La presse ouvrière

De Man fut accusé d'avoir voulu soumettre la presse ouvrière à la censure allemande. Les juges ignoraient apparemment que la censure est de règle dans les pays en guerre. Qui plus est, Tulkens savait pertinemment que de Man avait contourné à plusieurs reprises la censure. Il était en possession d'un document sur le projet d'édition de deux journaux dans lequel de Man manifestait son aversion pour la censure. Selon la justice, son but aurait été de contrecarrer l'influence de la propagande anglaise. Là encore on est en pleine confusion. Il s'agissait uniquement de la propagande de dirigeants syndicaux belges de Londres contre l'organisme unique. L'objectif des deux journaux était en réalité de soustraire les travailleurs à l'influence pernicieuse de Rex et du VNV. Le projet de journal flamand échoua. Seul le journal francophone *Le Travail* put être lancé. Les directives que de Man adressa à ses rédacteurs étaient claires et nettes: pas de politique étrangère, pas d'attaques contre le gouvernement Pierlot, défendre un socialisme belge, l'unité belge et la démocratie, répliquer aux attaques contre le Roi et l'armée belge, pas de collaboration, défense du syndicalisme contre Rex, le VNV et les Allemands, reconnaître les mérites comme les erreurs du POB, observer une stricte neutralité dans le conflit international. Un syndicaliste comme André Renard dut trouver le journal assez bon puisque, à la disparition du quotidien, il adressa un télégramme à de Man pour lui exprimer ses regrets et le remercier de son action courageuse.

A la recherche de futilités

Faute d'arguments fondés, les juges d'instruction n'eurent pas d'autre choix que de recourir à des futilités pour étoffer leur dossier. C'est ainsi que nombre de dirigeants syndicaux furent interrogés sur le prétendu voyage que de Man aurait fait à Berlin pour y

chercher le Dr Voss en vue de contrôler l'UTMI. Même si sa préférence allait effectivement à un contrôle civil plutôt que militaire, un tel voyage n'eut jamais lieu. Le jugement n'en retint pas moins l'argument, à la grande consternation de l'auditeur général quand il s'aperçut que ce considérant pouvait compromettre certaines hautes personnalités. C'est pourquoi la justice fut obligée d'interjeter appel contre son propre arrêt afin de le modifier sur ce point. La prétendue rencontre entre de Man et les rexistes du Borinage était une futilité du même tonneau. Seuls quelques militants syndicaux et journalistes y avaient assisté.

L'histoire des fils de fer barbelés

Selon le dirigeant syndical Willem Van Grootven, de Man aurait déclaré que les syndicalistes qui ne voulaient pas adhérer à l'UTMI risquaient de se retrouver un jour derrière les «fils de fer barbelés». Interrogés, d'autres syndicalistes déclarèrent avoir entendu quelque chose dans ce style, mais les avis divergeaient quant à savoir s'il s'agissait d'une menace ou d'une incitation à la prudence. Tulkens lui-même conclut de ses investigations que la deuxième interprétation était la bonne et renonça à en faire état en séance publique. Quant à Van Grootven, même si son attitude envers l'occupant ne fut pas exempte d'ambiguïté, il eut le mérite d'écrire en 1945 au substitut Depelchin en rendant hommage à la droiture d'Henri de Man.

Note sur la situation du POB

La *Note sur la situation du POB* de mai 1941, qui fut retrouvée dans les papiers du général Reeder après la Libération, donna lieu à l'accusation la plus inquiétante contre de Man. Tulkens affirma sans preuve qu'elle était destinée aux autorités allemandes. Sa présentation (la note est rédigée en néerlandais et signée au crayon) permet de dire que la chose est assez invraisemblable. Peut-être fut-elle envoyée à Vic Grauls, qui dirigeait encore l'UTMI à l'époque, pour qu'il ait une vue globale des différentes organisations du POB. Comment elle parvint aux Allemands reste cependant un mystère.

Son contenu ne présente au demeurant rien d'extraordinaire. Il est vrai que de Man y relevait le fait que certaines organisations assuraient le traitement d'anciens syndicalistes qui faisaient de la propagande contre l'UTMI et *Le Travail*. Il estimait d'autre part que la désignation de commissaires par la *Dienststelle Hellwig* était le meilleur moyen de préserver les biens de ces organisations contre toute utilisation abusive. Dans le cas de la «Prévoyance Sociale» il préconisait la nomination d'un commissaire «chargé du contrôle politique», un terme qui n'était assurément pas heureux. Mais l'importance accordée à cette question par le substitut Tulkens fut très exagérée. En mai 1941, de Man ne voulait certainement pas que les organisations du POB servent à la propagande contre l'UTMI. Il pensait par ailleurs qu'il valait mieux avoir à faire à la *Dienststelle Hellwig*, confinée dans

des tâches sociales et syndicales, plutôt qu'à la Gestapo dont l'emprise commençait à s'étendre partout. Toujours est-il que le responsable de la «Prévoyance Sociale» reconnut lui-même n'avoir jamais été inquiété de ce fait. Il en fut de même des responsables de l'Ecole Ouvrière Supérieure et d'autres organisations ouvrières, n'en déplaise à ceux qui, après la guerre, auraient tant aimé imputer à de Man des actes de dénonciation.

La confirmation du jugement en appel

Sur appel de l'auditeur général, la Cour militaire de Bruxelles modifia le 29 mars 1947 le premier jugement quant à la chronologie des négociations pour la création de l'UTMI, de manière à exonérer divers responsables syndicaux de la responsabilité d'avoir contribué à en faire un instrument allemand. Loin de bénéficier de cette rectification, de Man fut au contraire présenté par l'avocat général comme celui dont l'intervention plaça ces responsables devant l'immixtion allemande. Paul de Bock, l'avocat que de Man avait chargé de sa défense, n'avait toujours pas pu, onze jours avant le jugement en appel, consulter le dossier et sa demande visant au réexamen de certains faits et à la convocation de nouveaux témoins fut tout simplement ignorée. L'avocat général se borna à demander la confirmation du jugement sur tous les autres points et ne jugea même pas nécessaire de joindre son exposé au dossier.

Pistes négligées

La négligence des juges est particulièrement flagrante en ce qui concerne l'action de de Man en faveur des prisonniers de guerre. Le substitut promit certes à Me De Bock de faire quelque chose en ce sens, mais au lieu de convoquer les témoins appropriés il se contenta d'interroger un général belge qui n'était pas au courant des démarches faites par de Man. On ne tint aucun compte de ses diverses interventions auprès d'autorités allemandes, comme le major Thedieck, bras droit de von Falkenhausen, que le Ministère belge des affaires étrangères prétendit abruptement ne pas connaître. Pire encore: on négligea la lettre de l'*Aktiv-Propaganda Aussenstelle* à Charleroi du 7 mai 1941 ordonnant à de Man de cesser toute action en faveur du retour des prisonniers. Une telle omission ne pouvait être que délibérée. L'entourage du Roi était parfaitement au courant de la note concernant les prisonniers que de Man avait remise à Otto Abetz, ambassadeur du Reich à Paris, le 25 octobre 1940. Mais il ne pouvait être question sans compromettre le Roi d'évoquer en justice ses relations avec Henri de Man. Ce n'est que le 3 février 1979 que Léopold III fit savoir à sa famille qu'il n'avait jamais douté de ses sentiments patriotiques.

De tout cela il ressort à l'évidence que de Man n'a pas eu droit à un procès honnête. La lourde peine, les multiples fautes de procédure, l'immixtion politique et les fausses déclarations sont autant de raisons qui justifient une révision. Jusqu'à sa mort Henri de

Man n'a cessé de croire en la possibilité de sa réhabilitation. Aujourd'hui c'est une obligation morale qui incombe aussi bien au Parti socialiste qu'à l'Etat belge.

En 1948 Henri Brugmans dénonçait ouvertement le caractère politique du procès et demandait l'annulation de ce «verdict insensé». Cet appel reste aujourd'hui encore la seule conclusion que l'on peut tirer de l'affaire.

Henri de Man entre idéologie et réalité

«L'homme qui assassina Karl Marx»

Au début des années 1980, les historiens «contemporanéistes» français ont été mis en émoi par un livre de Zeev Sternhell sur les origines de l'idéologie fasciste, qui serait née en France de la convergence d'idées de droite et de gauche avant même que le fascisme réel ne s'implante en Italie et en Allemagne.¹ Il est des paternités déplaisantes que personne n'aime à reconnaître, ce qui explique pour une bonne part la vigueur de la réplique.² Les historiens français n'ont cependant guère réagi au fait que Sternhell pimente sa démonstration d'une de ces «histoires belges» qui, d'ordinaire, font bien rire les Gaulois: le grand inspirateur du fascisme hexagonal entre les deux guerres ne serait autre que... Henri de Man, et son *Au delà du marxisme* l'instrument du plus redoutable complot jamais conduit contre la philosophie des Lumières, l'esprit de la Révolution française, la démocratie, le rationalisme, le matérialisme, le libéralisme et, surtout, le marxisme.

Sans revenir ici en détail sur cette théorie faute de place,³ je rappellerai seulement que son ambition déclarée, sinon aboutie, était de répondre à la question qui est au cœur de notre interrogation. Comment expliquer que de Man soit passé, ou ait donné l'impression de passer d'une conception libérale du socialisme à une conception autoritaire, d'une conception démocratique à une conception élitaire, d'une conception pacifiste à une conception belliciste (ne serait-ce que passive), en même temps qu'il affirmait ne pas voir de contradiction entre sa position de 1940 et celle des années précédentes ? «*Mes attitudes ont varié selon les circonstances et les tâches de l'heure, mais la courbe de leur évolution n'a subi aucune cassure; et je revendique avec un orgueil que je n'essaierai même pas de dissimuler, que l'ensemble se situe sous le signe, non point d'une trahison, mais d'une fidélité.*»⁴

Cet «orgueil», précisément, ou tel autre trait de caractère d'Henri de Man, n'ont-ils pas trop souvent servi d'échappatoire commode ? N'a-t-on pas abusé des explications psycho-

¹ Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, suite de *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978. Cf. aussi *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.

² Citons par exemple M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990 (1982) et P. Milza, *Fascisme français*, Paris, Flammarion, 1990 (1987). Pour ce qui concerne de Man, cf. les études de Dick Pels, «De zelfkant van het socialisme» in *Socialisme en Democratie*, N° 11, 1984 et de Peter Dodge, «Post hoc, propter hoc: A critique of Sternhell on de Man», *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man*, N° 14, mai 1987, p. 23-34.

³ J'y reviendrai dans une brochure en préparation sur la méthode historique de Sternhell et l'étude d'un cas pratique : l'échange de correspondance entre Mussolini et de Man en 1930.

⁴ [Pétition au Sénat] (1947) in H. de Man, *Le «Dossier Léopold III» et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale*, Genève, Ed. des Antipodes, 1989, p. 402.

logiques, du droit à l'erreur ou des défaillances personnelles ? Sternhell n'a peut-être pas tort de dire que, vu sous cet angle, le comportement d'Henri de Man en 1940 «est tout simplement inexplicable» et devra par conséquent rester inexpliqué. Car, faute de comprendre que «la pensée politique du théoricien belge ait pu également avoir, dans les années 1930, une autre signification», ses «fervents admirateurs» ne peuvent y voir qu'une énigme insoluble.⁵

On comprend donc qu'une théorie se proposant de résoudre pareille énigme ait pu séduire. L'ouvrage est clair, attrayant, solidement documenté. Sa qualité académique a même été vantée par des critiques très réservés sur le fond et la méthode. Si le résultat n'a guère trouvé grâce à leurs yeux, du moins n'ont-ils pas dénié à l'auteur le mérite d'avoir provoqué le débat et fait ainsi progresser la question.

Mais Sternhell ne s'est pas contenté de ce satisfecit et a montré dans un ouvrage ultérieur (1989, cf. note 1), de manière encore plus péremptoire si c'est possible, que la cause était entendue, la question tranchée, dans ses termes à lui cela va de soi. *Dans ces termes-là, la question est si bien tranchée qu'elle ne se pose plus, qu'elle ne s'est d'ailleurs jamais vraiment posée et qu'il n'y a par conséquent aucun espoir de la faire progresser.* Le plus surprenant toutefois est qu'il soit parvenu à faire passer pour originale une thèse qui, dans son principe, remonte à la controverse sur le révisionnisme marxiste. Les historiens français ont été obnubilés par sa nouvelle géographie de la révolution fasciste. Ils ont certes remarqué, généralement pour la contester, l'importance excessive accordée à sa composante de gauche et à la révision du marxisme comme facteur déclenchant. Mais ils n'ont pas vu que ce processus s'explique pour Sternhell par la même équation «révision du marxisme = trahison du marxisme» qui servit, dès l'apparition du révisionnisme, aux «orthodoxies» successives à trier le bon grain de l'ivraie, avant de devenir, sous sa forme développée «révision du marxisme = trahison du marxisme = fascisme», le leitmotiv ravageur de la gauche communiste et stalinienne en lutte contre le «social-fascisme» jusqu'au fameux virage vers le Front populaire.⁶ Cette division fratricide du mouvement ouvrier, son affaiblissement politique et l'appauvrissement parallèle de la pensée socialiste, avec en contrepoint le triomphe du fascisme réel, notamment dans ses deux principaux foyers historiques, furent quelques-unes des conséquences désastreuses de ce dogmatisme.

Ainsi, Sternhell postule que la révision du marxisme conduit au fascisme, ou du moins peut y conduire. C'est une condition nécessaire, quoique non suffisante «C'est toujours la révision du marxisme qui constitue la dimension idéologique la plus significative du

⁵ Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 161.

⁶ La «théorie» sur la jumellité de la social-démocratie et du fascisme fut adoptée par le VIe Congrès de l'Internationale Communiste en 1928 et propagée jusqu'à ce que le congrès suivant, en 1935, lui substitue la tactique du front unique. Mais en 1924 déjà Staline proclamait que «objectivement, la social-démocratie est l'aile modérée du fascisme (...) Ces organisations ne sont pas aux antipodes, mais jumelles». I. Deutscher, *Staline*, Paris, Gallimard, 1966 (1953), p. 488.

fascisme.»⁷ En d'autres termes: le marxisme est la doctrine droite (orthodoxie), le révisionnisme sa négation relative (hérésie relative), le fascisme sa négation absolue (hérésie absolue). Si le révisionnisme ne conduit pas toujours au fascisme, il y aboutit nécessairement lorsque les autres conditions sont réunies. Il suffit pour cela qu'il soit antirationaliste, antimatérialiste, antidémocratique, «anti-Lumières» en général, autrement dit antimarxiste, en un mot : fasciste, même s'il ne l'avoue pas ou affirme le contraire.

Cela revient à dire, en somme, que la dérive de gauche vers le fascisme se produit *le cas échéant* – truisme de la plus belle eau consistant à construire l'hypothèse de départ à partir de la fin, puis à considérer la fin comme l'aboutissement logique de l'hypothèse. A ce niveau d'abstraction, on pourrait aussi bien «démontrer» que, si la révision du marxisme est la condition nécessaire de la dérive vers le fascisme, sa non-révision ou orthodoxie aboutit semblablement à une dérive vers un antifascisme qui serait un substitut du fascisme (c'est au demeurant l'objet d'un autre débat historique, lui aussi fort ancien et récurrent, sur l'équivalence que certains tracent entre communisme et fascisme).

Dans sa contribution au colloque d'Anvers du 17 novembre 1985, Peter Dodge a bien cerné la nature de ce cercle vicieux.⁸ *Post hoc, ergo propter hoc* – c'est, si j'en crois les pages roses du Petit Larousse, la «formule par laquelle on désignait, dans la scolastique, l'erreur qui consiste à prendre pour cause ce qui n'est qu'un antécédent dans le temps». Mais il faut y ajouter le *feed-back*. La boucle est bouclée lorsque Sternhell constate, après être remonté de proche en proche, de la «rupture» de 1926 à celle de 1940 (qui n'en est pas une selon lui), que le point d'arrivée (*le Manifeste de juin 1940*) se recoupe entièrement avec l'hypothèse de départ (*Au delà du marxisme*) et parachève ainsi la «démonstration» de la dérive demanienne vers le fascisme.

Sternhell ne démontre finalement rien d'autre que la parfaite identité entre *sa* définition et *son* histoire du fascisme français, qui ne sont au demeurant ni une définition ni une histoire, mais un amalgame de textes et d'idées, une lecture en va-et-vient (Ph. Burrin), une «géométrie variable» (S. Bernstein), une pure tautologie : si révision du marxisme = trahison du marxisme, si trahison du marxisme = fascisme, alors révision du marxisme = fascisme. Comme le dit Winock, il s'agit d'une «*histoire idéaliste aussi impuissante que le matérialisme marxiste à rendre raison du phénomène fasciste, (...) d'un système d'idées qui vivrait de sa vie propre et suivrait mécaniquement son destin déductif.*»⁹

⁷ Z. Sternhell, *Ni droite ni gauche*, p. 34. Dans la mesure où elle est vraie, cette affirmation est en contradiction flagrante avec l'origine française du fascisme. Le révisionnisme sorélien d'avant 1914 est tout à fait marginal par rapport au révisionnisme allemand voire italien. D'ailleurs le fascisme historique n'est jamais un révisionnisme mais, entre autres choses, un antimarxisme, ce qui n'est pas pareil. Dans la logique même de Sternhell, le fascisme «pur» aurait dû apparaître dans le prolongement du révisionnisme «pur», c'est-à-dire en Allemagne... où l'on en trouve effectivement diverses préfigurations aussi significatives, sinon plus inquiétantes, que les formes françaises, mais sans lien avec le révisionnisme qui était, lui, plutôt de nature à atténuer la peur devant le socialisme.

⁸ Peter Dodge, «*Post hoc, propter hoc*» (*loc cit. note 2*).

⁹ M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, p. 282-3.

Une telle approche de l'idéologie fasciste est non seulement idéaliste; elle est elle-même idéologique et ressemble beaucoup au dogmatisme de l'entre-deux-guerres; à cela près que Sternhell se garde bien d'argumenter que le marxisme est indépassable. Il le place d'autorité, sans jamais dire au demeurant de quel marxisme il parle – mais on devine qu'il s'agit là aussi, paradoxalement, d'un système idéaliste – au rang des grandes valeurs philosophiques occidentales, de telle façon que la trahison de l'une (le marxisme) est la trahison de toutes les autres et, par conséquent, une dérive de gauche vers le fascisme puisque celui-ci les nie toutes.

Ce que fait Sternhell en substance est un procès en hérésie, dans lequel de Man retrouve le rôle de fossoyeur du marxisme dont l'affublaient déjà ses adversaires des années 1920, *l'homme qui assassina Karl Marx*, comme le proclamait *L'Humanité* en 1928.¹⁰ La formule me rappelle une réplique célèbre dans l'un des grands films de John Ford, *L'Homme qui tua Liberty Valance*. A la fin de l'histoire, lorsque le directeur du *Shinbone Star* apprend la vérité sur la mort du bandit Valance qui a fait la réputation du sénateur Ransom Stoddard, il jette ses notes au panier et dit au sénateur: «*Quand les faits se sont transformés en légende, on publie la légende.*»

Certes, la légende fait souvent indissolublement partie de la réalité historique qu'elle transcende et magnifie. Le procédé est admissible quand il ne cache pas ce qu'il est censé révéler. Or Sternhell prête à de Man, pour les besoins de sa construction *sui generis*, une dimension intellectuelle et un destin historique dans sa «nébuleuse» fasciste qui franchissent cette limite dans la mesure où la légende se suffit à elle-même et se substitue à l'objet réel de l'investigation. On voit ainsi s'opérer sous nos yeux, au fil d'une dérive minutieusement reconstituée, la métamorphose d'un penseur qui, pour dépasser le marxisme, aurait finalement exprimé, sans le vouloir, entraîné par sa propre pente, la quintessence de l'idéologie fasciste.

L'éénigme posée par l'attitude de de Man en 1940 n'en serait donc plus une pour peu qu'on décrypte le message sous-jacent au dépassement du marxisme, et les décalages apparents entre les différentes phases de ce discours «néosocialiste» feraient alors place à une pensée parfaitement cohérente dès lors qu'on y reconnaît le principe fasciste. On est, je le rappelle, en plein arbitraire dogmatique. Mais le plus grave en définitive est moins ce parti pris systématique que son résultat involontaire. Car si le socialisme éthique, la collaboration des classes, le planisme, le corporatisme, le socialisme national, la démocratie autoritaire et tutti quanti sont chez de Man, selon Sternhell, des concepts fascistes – quelles que soient les atténuations de pure forme apportées ici ou là – on ne peut pas seulement voir là une interprétation plus ou moins contestable. C'est aussi et surtout, à l'inverse bien sûr de l'intention de l'auteur, une banalisation du fascisme, une dissolution

¹⁰ Charles Rapoport, «La doctrine et l'histoire - De Man, l'homme qui assassina... Karl Marx», *L'Humanité* (Paris), 5.2.1928.

de ses pires aspects dans un vaste ensemble aux contours flous qui finit par englober indistinctement tout ce qui pense en dehors des schémas dominants.

Mais laissons là ce paradoxe et tentons plutôt de retracer concrètement quelques-uns des épisodes plus particulièrement susceptibles de nous éclairer sur deux éléments de la théorie de Sternhell. Le premier est que l'évolution intellectuelle d'Henri de Man obéissait essentiellement à des facteurs idéologiques : la rupture avec le marxisme, la recherche d'un «au-delà» éthique, d'une troisième voie, qui ne pouvait trouver de cesse avant de «boucler la boucle» de la dérive vers le fascisme. Le deuxième élément est que cette évolution a très bien pu se faire à l'insu de l'intéressé, sans qu'il prenne toujours conscience de l'attraction exercée sur lui par le fascisme, et sans par conséquent qu'il exprime toujours nettement ses motivations profondes.

Au fond, cela revient à se demander si l'action politique menée par de Man de 1933 à 1940 ne traduit pas une influence, une contagion du fascisme culminant dans son attitude sous l'occupation et si, à supposer même que son intention ait été de combattre le fascisme, il n'a pas été amené à en subir et finalement à en accepter les méthodes. Nous tenterons en outre de voir si tout était joué d'avance comme l'affirme Sternhell et quelle était la place réelle des facteurs idéologiques dans cette évolution.¹¹

Plan du travail et corporatisme

En 1934, par une série d'articles dans *Le Peuple* réunis en brochure sous le titre *Socialisme et corporatisme*,¹² Henri de Man tente, affirme Sternhell, de réhabiliter le corporatisme aux yeux de la gauche et d'en faire la pièce maîtresse du planisme. Quoi de plus évident à première vue que l'équation corporatisme = fascisme ?

Peut-on dire que le corporatisme devait être la pièce maîtresse du planisme ? Le Plan ne le prévoyait pas dans ses réformes de structures. Sans doute en était-il plus proche que des formes pures d'économie collectiviste et d'économie de marché, mais on peut en dire autant, *en général*, de toutes les formes d'économie dirigée fondées sur la concertation démocratique qui, par définition, sont à l'instar du corporatisme des formes intermédiaires. Il n'en reste pas moins que le Plan n'en faisait ni une question de principe ni une priorité. Pourquoi de Man jugea-t-il soudain opportun de susciter un débat à ce sujet ? Pour deux raisons, me semble-t-il, clairement inscrites dans la logique de planification et de gestion

¹¹ Bien que Sternhell mette l'accent sur la révision du marxisme, c'est bien à partir de 1933 que la «dérive» devrait être la plus perceptible. De Man a vécu directement les répercussions de la grande crise et l'avènement du nazisme. Il met un terme à une activité essentiellement théorique et reprend son action militante en Belgique après une dizaine d'années d'interruption. Pour un point de vue sur son évolution dès 1919, voir Dan S. White, *Socialists of the Front Generation 1918-1945*, Cambridge Mass./London, Harvard University Press, 1992. Cette synthèse, qui étudie parallèlement cinq personnalités (de Man, Haubach, Mierendorff, Déat et Mosley), restitue bien la tragédie de ces hommes réchappés de la guerre, résolus à changer un monde qui ne voulait pas changer et happés par la trappe de l'histoire. Cf. ma présentation dans le *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man*, N° 19, novembre 1992.

¹² H. de Man, *Corporatisme et socialisme*, Bruxelles, Labor, 1934.

dans une économie mixte. Il fallait au Plan non seulement une majorité politique, d'où son ouverture à une alliance de classes, mais aussi une majorité économique. Fallait-il aller vers un socialisme d'Etat ou au contraire construire une véritable démocratie industrielle et sociale ? Comme c'était bien le second terme de l'alternative que le Plan signifiait, il fallait le doter des moyens nécessaires, c'est-à-dire, concrètement, doter le syndicalisme de compétences de gestion qui pouvaient s'échelonner du simple droit de regard jusqu'à l'autonomie complète des unités de production par les producteurs associés.¹³ D'où l'accent mis par de Man sur le développement des capacités plutôt que sur le transfert des droits de propriété, rappel d'une époque pas si lointaine – l'immédiat après-guerre – où le socialisme européen cherchait à promouvoir le contrôle ouvrier. Tout cela restait bien entendu hautement suspect aux yeux des marxistes, et même à ceux de socialistes modérés restés sentimentalement attachés au mythe de la «dictature du prolétariat».

Au Congrès du POB des 30-31.3.1935 convoqué pour approuver l'entrée des socialistes dans le gouvernement, Bondas, Delsinne et Delattre – tout juste nommé ministre du travail et de la prévoyance sociale – s'opposèrent à l'idée de lier la reconnaissance syndicale à des formes d'organisation professionnelles telles que les prévoyait un projet de loi du député catholique Heyman. Delsinne allait plus loin. Il avait répondu à de Man dans *Le Peuple* qu'il n'y avait pas de bon corporatisme. «*Tout corporatisme, par définition est mauvais et j'ajoute qu'il n'est pas concevable qu'un corporatisme puisse exister sans que les corporations, qui constituent ce régime nouveau, soient sous l'obédience absolue du gouvernement.*»¹⁴

N'était-ce pas dès lors de la part de de Man une erreur tactique de prendre à rebrousse-poil nombre de socialistes et de syndicalistes en pleine campagne pour le Plan ? Probablement. Mais il y avait à cela une bonne raison. Le Plan du Travail ne pouvait devenir majoritaire que s'il s'ouvrait aux syndicats chrétiens (qui regroupaient tout de même un tiers des travailleurs belges) et aux classes moyennes fortement travaillées par la propagande corporatiste catholique. La renaissance du corporatisme dans les années 1930, spécialement après l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, se voulait elle-même une réponse au fascisme. Il était donc nécessaire, pensait de Man, de montrer aux catholiques que la doctrine corporative des syndicats chrétiens de Belgique n'était pas la démocratie industrielle promise, mais «*un simple camouflage du capitalisme*».

Pour de Man, le «principe vital» du corporatisme syndical est que «*l'Etat n'intervient que pour consacrer et coordonner une activité issue de l'initiative de ceux qui se sont librement organisés sur des bases professionnelles. Pour nous, la reconnaissance de l'organisation corporative est la consécration de son autonomie, et non sa suppression.* A

¹³ Idée déjà défendue dans *Au delà du marxisme*, Paris, Seuil, 1974 [1926], p. 378. C'est en fait tout le problème du contrôle ouvrier qui était posé au lendemain de la guerre dans l'ensemble du mouvement socialiste.

¹⁴ *Compte rendu du congrès extraordinaire du Parti Ouvrier Belge des 30 et 31.3.1935*, Bruxelles, L'Eglantine, (1935), p. 126.

la base de la démocratie industrielle organisée corporativement (...) il doit y avoir la liberté syndicale, c'est-à-dire la libre expression et confrontation des opinions et des intérêts en présence.»¹⁵ (...) «L'insertion de l'organisation corporative dans l'Etat signifie la poursuite de la démocratisation, (...) un nouveau progrès du «self-government» démocratique, et non sa régression». «Le cadre juridique dans lequel se meut l'Etat économique est et doit rester fixé en vertu de lois qui émanent de l'Etat politique. Et celles-ci ne peuvent avoir d'autorité que si elles sont issues du suffrage universel et égal.»¹⁶

Tels étaient les deux principes intangibles du vrai corporatisme dont le but était de «transformer une fausse démocratie parlementaire, viciée par la domination des puissances d'argent, en une véritable démocratie industrielle et sociale.» «Pour surprendre les trompeurs «la main dans le sac», il suffit de poser deux questions: celle de la «liberté syndicale» et de l'«égalité politique» à la base de l'organisation de l'Etat. Elles sont également fatales au fascisme botté et éperonné qui se réclame ouvertement de Mussolini ou de Hitler, et au fascisme de sacristie qui, sans oser l'avouer, rêve d'un régime à la Dollfuss.»¹⁷

Quoi qu'il en soit, cette tentative d'ouverture ne donna aucun résultat. Les syndicats chrétiens et les démocrates chrétiens, hormis quelques groupuscules progressistes, conservaient une vieille méfiance envers tout ce qui venait du POB, ce qui laissait assez mal augurer des chances d'un front du travail. De Man n'insista pas. Il n'en demeure pas moins vrai que le corporatisme socialiste (le *Guild Socialism* anglais) représentait, et représente toujours, sous d'autres appellations,¹⁸ la seule approche démocratique réelle d'une économie sociale de marché entre la dictature bureaucratique et la dictature néolibérale.

Idéologie et réalités

On oppose souvent l'enthousiasme du Congrès de la Noël 1933 aux réticences croissantes que le Plan du Travail suscita par la suite. L'explication serait que les socialistes n'avaient pas immédiatement saisi la pleine mesure de ses implications. Quand ils prirent conscience de son caractère néosocialiste et de substitut du programme du POB, l'enthousiasme se serait mué en scepticisme et parfois en franche hostilité.

On ne saurait nier ces réticences, qui portaient cependant bien peu sur des questions de doctrine. Le Plan ne rompait pas avec la Charte de Quaregnon (1894), qui n'avait rien de spécifiquement marxiste mais tout au contraire un accent planiste avant la lettre. Elle ne s'adressait pas exclusivement à la classe ouvrière, «mais aussi à toutes les classes de la population qui souffrent de la détresse économique actuelle, et à tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de parti ou de croyance, pour une action commune». De

¹⁵H. de Man, *Corporatisme et socialisme*, p. 34-35.

¹⁶H. de Man, *Corporatisme et socialisme*, p. 36.

¹⁷H. de Man, *Corporatisme et socialisme*, p. 34.

¹⁸De même que le communisme, le corporatisme s'est trouvé discrédiété par des régimes qui n'en avaient que l'apparence. Un corporatisme d'Etat est au moins aussi contradictoire qu'un communisme d'Etat. Le corporatisme est par essence un fédéralisme interne au plan économique.

même, le POB se voulait aussi bien le représentant de la classe ouvrière que «*de tous les opprimés sans distinction de nationalité, de culte, de race ou de sexe*». Son pragmatisme politique visait à «*détacher les éléments progressistes, réformateurs des partis traditionnels en vue de former une coalition démocratique opposée à un bloc conservateur*».¹⁹ Toutes les tentatives de le marxiser, y compris celle de Louis de Brouckère et d'Henri de Man avant 1914, jusqu'à l'opposition croissante de Vandervelde au socialisme nouveau dans les années trente, furent sans effet sur les forces profondes du parti.

Bien plus que par de prétendues divergences doctrinales, le demi-échec du Plan du Travail s'explique par des circonstances tout à fait terre-à-terre qui en freinèrent la dynamique. Il y avait tout d'abord la force d'inertie propre à un grand parti où la multiplicité des échelons, l'enchevêtrement et le cumul des responsabilités, le rôle des personnalités et bien d'autres rigidités bloquaient le changement. Le Plan avait obtenu un large soutien tant des syndicats que des Fédérations régionales, et même de l'aile gauche du parti (en particulier de son ténor, P.-H. Spaak) que son ralliement préserva sans doute de l'exclusion dont elle était menacée à la suite de ses virulentes critiques contre sa direction. Mais la résolution d'un Congrès était une chose, sa matérialisation une autre chose. Parti de masse, le POB était aussi un parti de notables, grands et petits, influents et inexpugnables, dont dépendait son fonctionnement interne. Leur résistance au changement provenait le plus souvent de banales raisons de prérogatives et de susceptibilités voire de rivalités personnelles.

Il y eut aussi l'influence de quelques personnalités hostiles d'entrée au Plan, comme Louis de Brouckère, membre inamovible du Conseil général, conscience doctrinale de Vandervelde, plus emblématique que réellement influent. Léon Delsinne, directeur de l'Ecole Ouvrière Supérieure, n'y croyait pas non plus, pour des raisons d'opportunité : la crise touchait à sa fin; l'expansion du marché intérieur serait annihilée par l'augmentation des coûts de production; les nationalisations sabotées par la résistance des capitalistes; les classes moyennes retenues par leur instinct de conservation. Il reprochait au Plan de vouloir faire passer en bloc des mesures qui ne pouvaient se réaliser que graduellement. Les réticences de Camille Huysmans, bourgmestre et député d'Anvers, de Gust Balthazar, député de Gand, et d'Arthur Wauters à Bruxelles, étaient du même ordre quoique plus diffuses, mais comme rédacteurs en chef des trois principaux journaux socialistes du pays (*Volksblad*, *Vooruit* et *Le Peuple*) leur pouvoir était considérable. L'aile droite «participationniste» et plusieurs leaders syndicaux ne voyaient dans le Plan qu'un moyen de surmonter l'opposition interne à la participation au gouvernement. Tous avaient fait bloc quand il s'était agi de sauver l'unité du parti mise en danger par la crise et les critiques de la gauche, mais ce fut autre chose lorsqu'il s'agit de transformer l'essai du Congrès.

¹⁹ B.-S. Chlepner, *Cent ans d'histoire sociale en Belgique*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1956, p. 381.

N'oublions pas les oppositions de caractères, propres à nourrir rivalités et rancœurs. Grâce au Plan, de Man s'était vu parachuter à la tête du POB. Il n'était pas du sérail, et ce qui aurait pu être un atout devint un obstacle lorsqu'il fallut bousculer des habitudes, des priviléges, des routines longuement rodées. On parlait de changer la société, mais bien peu admettaient la nécessité de dépoussiérer l'organe. De Man proposait que l'action pour le Plan fût distincte de la direction du parti, ce qui découlait à la fois de ses objectifs et du recours à des méthodes d'action nouvelles. Ce fut son premier échec. En décidant de garder l'entreprise sous son seul contrôle, le POB adoptait d'emblée une position défensive devant un cheval de Troie assez imaginaire. Il se contredisait lui-même en faisant du Plan sa chose exclusive, tout en affirmant qu'il ne remplaçait pas le programme socialiste et en sollicitant l'appui de nouvelles forces sociales et économiques.

On a souvent reproché à de Man ses fautes psychologiques, généralement pour critiquer telle ou telle démarche justifiée sur le fond, mais politiquement contre-productive. En somme, mieux aurait valu tolérer certains abus plutôt que de les corriger et de se faire des ennemis. Tel fut le cas du cumul des fonctions, un boulet que le parti traînait depuis des années. «*Il faut, déclarait Spaak au Congrès de Noël 1933, résoudre enfin, et tout de suite, l'irritante question du cumul.*»²⁰ Vandervelde, le Patron, répugnait à faire acte d'autorité. Les Fédérations des «cumulards» étaient muselées par eux, parfaite illustration de l'effet pervers du système. De Man s'y attaqua. Cela lui valut de solides inimitiés parmi la vingtaine de notables concernés. Certains, comme Huysmans, Balthazar, Wauters refusèrent platement de s'exécuter. Impuissantes, les Fédérations s'en remirent à la direction du POB. La question s'enlisa et aucune sanction ne fut jamais prise.²¹

L'«irritante question du cumul» trouva le plus fâcheux prolongement dans la débâcle de la Banque Belge du Travail en mars 1934. En 1930 déjà, le Conseil général déplorait verbalement l'affairisme florissant dans le parti, notamment dans les milieux coopératifs de Gand qui avaient développé un véritable «capitalisme ouvrier» sur lequel le vieil Anseele, son lieutenant Cnudde, Balthazar père et d'autres notables régnaienr en maîtres absous.²² Fleuron financier du secteur coopératif qui recueillait les fonds des organisations ouvrières socialistes, la BBT s'effondra comme un château de cartes. Il fallut l'aide du gouvernement pour limiter les pertes des petits épargnants et le POB y laissa son trésor de guerre. Cela au moment précis où il affichait sa vocation à sortir le pays de la crise. Mauvaise gestion, imprudences, rémunérations exagérées, spéculation, incompétence, violation des principes socialistes et coopératifs, retraits précipités de fonds avant la catastrophe, cumul de mandats et absentéisme systématique, tels furent les principaux griefs mis à jour par la com-

²⁰ *Le Plan du Travail*, Compte rendu sténographique du 48e Congrès du Parti Ouvrier Belge des 24 et 25 décembre 1933. Bruxelles, L'Eglantine, 1934, p. 107.

²¹ H. de Man, *Après coup*, Bruxelles, La Toison d'Or, 1941, p. 215-6.

²² *Rapport sur l'inapplication de la résolution de la Commission de la production ouvrière*, s.d. (vers 1933-34), sans nom d'auteur, Fonds Henri de Man N° 434, Institut international d'histoire sociale (IISG), Amsterdam.

mission d'enquête. Les faits étaient accablants pour les accusés et révélateurs de la carence du parti devant un assainissement nécessaire.²³ De Man dut à nouveau intervenir pour qu'on en tire les conclusions. Un congrès les ratifia sans obtenir les éclaircissements nécessaires. Comme l'écrit Mieke Van Haegendoren, il n'y eut pas de discussion parce que ceux qui ne savaient rien n'en surent pas davantage et parce que ceux qui savaient, y compris de Man, n'insistèrent pas de peur d'accroître le tort causé au Parti. A part quelques démissions et exclusions aucune mesure de réorganisation sérieuse ne fut prise.

Un autre motif de division entre dirigeants socialistes fut la défense du franc. Les représentants de la vieille garde, attachés à la stabilité monétaire et à l'étalon-or, étaient hostiles à la dévaluation considérée comme une menace pour les salaires et la petite épargne. Il y eut de tumultueuses séances au Conseil Général, suivies de l'étalement des divergences dans la presse du parti. Arthur Wauters, rédacteur en chef du *Peuple*, était l'un des adversaires les plus déterminés de la dévaluation, de Brouckère également, et Vandervelde leur emboîta le pas. Ils ne comprenaient pas que la stabilité du franc ne se décrétait pas, qu'en privilégiant la valeur-or des revenus et de l'épargne, ils faisaient cause commune avec les capitalistes dans le maintien de bas salaires et d'un niveau de vie qui faisaient des ouvriers belges «les coolies de l'Europe occidentale».²⁴

Il y eut enfin l'entrée des socialistes dans le gouvernement Van Zeeland en mars 1935, aboutissement logique de la propagande axée sur la revendication du Plan au pouvoir, contre le «gouvernement des banquiers» et la politique de déflation. Le POB ne pouvait à la fois revendiquer le pouvoir et le refuser quand il s'offrait à lui. Or, depuis sa dernière expérience de participation en 1925-1927, il craignait de redevenir l'otage des bourgeois, raison pour laquelle il ne voulait entrer au gouvernement qu'avec la garantie d'en être le pivot. C'est sans doute pourquoi la formule «tout le plan, rien que le plan» avait eu tant de succès. Si elle correspondait bien à l'esprit du Plan, et fut loyalement défendue par de Man, elle constituait à la fois un carcan pour le Parti et un obstacle pour ses alliés éventuels. Les purs comme Vandervelde auraient préféré rester dans l'opposition. Mais le Conseil Général fut d'avis que, dans l'état catastrophique où se trouvait le pays, il ne fallait plus se bercer d'illusions sur la possibilité de porter immédiatement le Plan au pouvoir. L'alternative était: ou bien un gouvernement autoritaire de techniciens extraparlementaires qui empiéterait sur la Constitution comme celui qui s'était constitué en Autriche, ou bien la participation au gouvernement.²⁵

Ce revirement fut une grave cause de déception pour de nombreux militants planistes. Il ne signifiait pas l'abandon du Plan, mais le mouvement fut brisé ou à tout le moins stoppé. Cela n'empêcha pas le congrès de ratifier à une très large majorité la participation. On

²³ *Rapports de la commission d'enquête sur la Banque Belge du Travail et Dossier Heckers in Travaux de la commission d'enquête*, 1934, Fonds HdM N° 435 et 438, IISG, Amsterdam.

²⁴ H. de Man, *Après coup*, p. 220.

²⁵ *Compte rendu du congrès extraordinaire du POB*, op. cit. (note 14) p. 32 s.

parait ainsi au plus pressé et l'on avisera ensuite, ce qui permettrait, espérait-on, d'aller aux élections de 1936 en position de force. Passé le moment de surprise, le consensus du plus grand nombre l'emporta sur la déception de quelques-uns. La Jeune Garde Socialiste et l'aile gauche en général en furent particulièrement affectées. Mais la solution convenait au fond parfaitement à la grande majorité d'un parti dont les moyens n'étaient manifestement pas à la hauteur de ses ambitions de 1933. La lune de miel du POB et d'Henri de Man appartenait au passé. Une union de raison prit la relève et s'imposa tant bien que mal jusqu'au divorce de 1940.

Démocratie autoritaire et socialisme national

Les partis gouvernementaux ne retirèrent aucun profit électoral des bons résultats du premier gouvernement Van Zeeland. Les élections de mai 1936 bénéficièrent exclusivement aux extrêmes (Parti communiste, Nationalistes flamands et Rexistes), surtout aux dépens des Catholiques. Ayant le moins souffert, les socialistes devinrent le principal groupe de la Chambre. Van Zeeland semblait résolu à entreprendre les réformes de structures que son premier gouvernement avait négligées au profit de la lutte immédiate contre le chômage. Trois événements ponctuèrent cette dynamique nouvelle:

1° La démission de Vandervelde (janvier 1937) était certes imputable à une mésentente croissante avec de Man et Spaak. Mais le vieux leader n'avait plus sa place au gouvernement où il n'était qu'un poids mort. On avait créé spécialement pour lui un ministère de la Santé publique où il aurait pu faire du bon travail s'il ne s'était mis en tête d'en faire un «ministère des affaires étrangères bis». Il aurait mieux fait de céder son maroquin à un représentant de la nouvelle génération, par exemple à Max Buset, vexé d'avoir été laissé sur la touche au profit de Spaak, planiste de raison plus que de coeur. Vandervelde aurait pu ainsi poursuivre en toute liberté sa campagne pour l'Espagne républicaine. C'est en substance ce que Spaak et de Man lui dirent un jour en plein conseil des ministres. Vandervelde ne le leur pardonna jamais.

De Man était vice-président du Conseil, faisant fonction de premier ministre pendant les absences de Van Zeeland. Il détenait le portefeuille clé des finances et venait de mettre sous toit une des rares réformes structurelles accomplies par le gouvernement – la loi cadre sur les organismes de crédit, première étape de la nationalisation du crédit. Il était le candidat le plus logique à la succession éventuelle de Van Zeeland. Vandervelde s'opposa avec véhémence mais sans succès à la décision prise par le Bureau du POB le 23 septembre 1937: en cas de démission du premier ministre à la suite de l'affaire de la Banque Nationale, de Man serait l'homme du parti. Son rôle dans cette affaire, qualifié par certains de «crise de vertu», ne fut qu'un prétexte pour lui faire barrage. Van Zeeland finit quand même par démissionner, mais l'obstruction de Vandervelde et de Huysmans ne manqua pas d'encourager les libéraux à retirer leur concours au formateur de Man et fit le jeu du conservatisme. Ce n'était pas des divergences doctrinales qui motivaient au premier chef

cette opposition, en tout cas pas chez Huysmans. Quant à Vandervelde, ses grands «je suis épouvanté» à la Léon Blum ne l'empêchaient pas de proclamer la nécessité de poursuivre jusqu'au bout l'œuvre du gouvernement, avec de Man et Spaak, à condition que ce ne fût pas comme premier ministre.²⁶ Vandervelde ne voyait plus d'avenir pour le POB au gouvernement. Il ne croyait de nouveau plus qu'à la socialisation des instruments de production comme but et à la lutte des classes comme moyen !²⁷

2° Les interviews de Spaak et de de Man parues dans *l'Indépendance belge* (février 1937) et reprises en brochure sous le titre de *Pour un socialisme nouveau* firent grand bruit à cause de la formule du «socialisme national» dans lequel l'opposition de gauche vit aussitôt une dérive vers le fascisme. Spaak et de Man n'avaient pourtant rien déclaré qu'ils ne répétaient depuis le début de l'action planiste. Sans renier leurs convictions internationnalistes, ils considéraient comme un combat d'arrière-garde le fait de se réfugier derrière elles pour nier la réalité nationale. L'expression de socialisme national n'était d'ailleurs pas de de Man; elle ne lui disait rien qui vaille à cause de fâcheuses équivoques qu'il était bien difficile d'éviter.²⁸ Elle n'avait «*de sens que dans la mesure où elle exprime (...) ce que Spaak veut comme moi: un socialisme qui reconnaît l'importance primordiale du «fait national», – un socialisme qui essaie de réaliser tout ce qui est réalisable dans le cadre national, au lieu de se réfugier sur le terrain commode d'un internationalisme platonique et, enfin, un socialisme qui s'inspire, non point des intérêts d'une seule catégorie sociale, mais de l'intérêt commun de l'immense majorité des citoyens de chaque pays*».²⁹ La réforme de l'Etat et les autres réformes de structures proposées par le gouvernement allaient dans la droite ligne des idées du Plan du Travail. Si leur écho semblait plus fort en 1937 que précédemment, c'est qu'on n'en était plus aux voeux pieux, mais à pied d'œuvre, et que les résistances s'en trouvaient accrues.

3° Le but de ces interviews retentissantes était de préparer le troisième événement de la période, l'élection partielle de Bruxelles provoquée par les Rexistes et la victoire retentissante que Van Zeeland, un peu poussé par ses collègues socialistes, remporta en avril

²⁶Probablement instruit par l'expérience, Spaak devint tout de même premier ministre (mai 1938-février 1939), mais en mettant le POB devant le fait accompli et parce que, diront certains, il avait capitulé devant la droite.

²⁷E. Vandervelde, *Carnets 1934-1938*, Paris, Ed. Inter-Nationales, 1966, p. 54. Voir aussi p. 96. Son combat internationaliste, son engagement en faveur de l'Espagne républicaine ne sont pas une explication suffisante. Sur ce terrain-là aussi, il faisait preuve d'un certain aveuglement, morigénant ceux qui, comme Jef Rens, n'approuvaient pas ses sympathies communistes, et se montrant capable, au moment même des grands procès de Moscou, de saluer la naissance, là-bas, sur les ruines d'un monde aboli, d'un monde nouveau «*qui est encore au deuxième jour de la création*». Cf. E. Vandervelde, «Les mauvaises notes du citoyen Rens», *Le Peuple*, 24.10.1937.

²⁸Le 26.2.1937 le Conseil Général rappelait que le POB était la section belge de l'Internationale et n'acceptait pas la formule «équivoque et unilatérale» du socialisme dit national. Mais il spécifiait aussi que son action nationale tendait à un maximum de réalisations sur le plan national «en servant l'intérêt véritable de la communauté nationale» et il réaffirmait son adhésion au programme gouvernemental. *Déclaration du Conseil Général du POB*, 26.2.1937, Fonds HdM, N° 452, IISG, Amsterdam.

²⁹P.-H. Spaak et H. de Man, *Pour un socialisme nouveau*, Paris/Bruxelles, Ed. Labor, 1937, p. 21.

1937 contre Léon Degrelle, le champion du «*Rex appeal*». Le gouvernement avait dèsormais toute les cartes en mains pour prendre une initiative spectaculaire et engager son train de réformes, au besoin par un resserrement de sa majorité autour des forces démocratiques.³⁰

Ce fut alors qu'on agita l'épouvantail d'un superparti. Les partis traditionnels en jouèrent pour bloquer des réformes dont ils ne voulaient pas. Déjà après les élections de mai 1936, de Man avait suggéré à Van Zeeland de se contenter de la majorité des Chambres, comme le stipulait la Constitution, et de ne pas courir après une majorité dans les trois partis (quand ce n'était pas dans les différentes tendances), ce qui le rendait dépendant de chacun d'eux et des intrigues de fractions. Il fallait favoriser une démarcation claire entre le soutien au gouvernement et l'opposition. De Man estimait que «*le gouvernement et le régime avaient tout à gagner à voir se constituer une opposition sérieuse, et que le parti libéral était particulièrement désigné pour ce rôle, puisqu'il représentait essentiellement, à une petite minorité radicale près, des intérêts capitalistes. Je reconnaissais au surplus que très probablement l'aile conservatrice du parti catholique se joindrait à cette opposition; j'y voyais un avantage de plus, car cela permettrait d'autant plus aisément de dégager la vraie majorité populaire, tout en révélant le côté factice des vieilles querelles partisanes et confessionnelles.*»³¹

Tel fut aussi le sens du discours que de Man prononça à Anvers en octobre 1937. L'opposition du côté socialiste semblait alors désarmée. Non seulement elle était minoritaire, mais Vandervelde et le POB avaient eux-mêmes adopté une tactique semblable après le succès socialiste aux élections de 1925 en entrant dans une coalition catholico-socialiste dite «démocratique», qui devint ensuite une tripartite pour la défense du franc. C'est ce qui explique peut-être que les attaques contre le «socialisme national», générées par ce précédent, aient emprunté les chemins détournés de l'idéologie et, comme cela ne marchait décidément pas, recouru aux arguments *ad hominem*. Du côté catholique et libéral, tout en se réjouissant des querelles intestines du POB, on n'était évidemment pas dupe du prétendu «glissement à droite» des ministres planistes. C'était un «glissement à gauche» que l'on redoutait. Van Zeeland lui-même était accusé d'être à la remorque des socialistes. De plus, l'effacement de la menace rexiste avait vidé de son sens l'union nationale. Le moment était venu de congédier un gouvernement dont on n'avait plus besoin. L'affaire de la Banque Nationale Belge survint à point nommé pour couler le premier ministre, puis son successeur putatif.

³⁰ «Il semble bien qu'on ait cru dans certains milieux catholiques et socialistes que le 11 avril allait marquer l'avènement d'un front national démocratique et social, dirigé à la fois contre le capitalisme et le marxisme, sous la direction de M. Van Zeeland, peut-être même sous forme d'un regroupement des forces politiques («le super-parti»)» C.-H. Höjer, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Bruxelles, CRISP, 1969, p. 260.

³¹ H. de Man, *Après coup*, p. 259.

Politique d'indépendance

Avec la montée des périls extérieurs l'attention se déplaça peu à peu de la politique intérieure vers la politique extérieure, cette politique d'indépendance proclamée par la Belgique en 1936 qui s'imposa à la grande majorité de l'opinion non seulement comme une conséquence de la détérioration des relations internationales, mais aussi comme condition de la cohésion interne du pays. Sous l'unanimité de façade couvaient cependant deux ambiguïtés, l'une de politique intérieure entre indépendance et neutralité, l'autre de politique extérieure sur la portée des garanties octroyées à la Belgique et de ses engagements. Neutraliste plutôt qu'indépendantiste, de Man eut sans doute le tort d'exiger plus de cohérence et de transparence que n'en supportait le discours officiel. Il pensait mieux convaincre par une stricte adéquation de la parole à la pensée et à l'acte. Il ne croyait pas seulement ce qu'il disait, il disait ce qu'il croyait. Autant la méthode pouvait être efficace sur le plan de la politique rationnelle, autant elle pouvait être un handicap lorsque l'ambiguïté devenait elle-même politique.

Tel fut le cas de la politique d'indépendance adoptée par la Belgique en réponse à la politique des grandes démocraties européennes qui aboutissait à abandonner à l'Allemagne de Hitler ce qu'elles avaient refusé à la République de Weimar, à consentir à la révision du Traité de Versailles par la force après l'avoir exclue par la négociation. Ou tactique encore plus difficilement avouable : cette révision des traités, que l'on savait au fond inévitable et juste, mais que l'on avait refusée à une Allemagne faible, ne l'aurait-on pas délibérément laissée à la portée d'un dictateur dont les méthodes et les excès la feraient finalement apparaître comme une série d'agressions justifiant qu'on lui fit la guerre ? Quoi qu'il en soit, délibérée ou non, la politique extérieure des grandes puissances eut bel et bien pour effet de rendre inévitable une guerre qui, à en croire du moins l'homme d'Etat le plus résolu à ne pas la perdre, aurait pu – et facilement, précise-t-il même – être évitée (Churchill).³²

La Belgique ne voulait plus lier sa sécurité à une telle ambiguïté. Pour de Man, c'était à la fois un pas dans la bonne direction (dégager la Belgique d'une politique d'alliances qu'elle ne maîtrisait pas) et un pas en arrière dans la facilité (Spaak se disait lui-même, en privé, «gêné de retenir tous les profits, sans prendre aucun risque»). D'où l'«offensive pour la paix» que de Man entreprit au lendemain de Munich dans l'espoir, vite déçu, d'amorcer une désescalade dans les concessions faites à contretemps et à contrecœur à Hitler. Par un de ces paradoxes fréquents en histoire, l'intention se retourna contre lui. Son refus de

³² «One day President Roosevelt told me that he was asking publicly for suggestions about what the war should be called. I said at once 'The Unnecessary War'. There never was a war more easy to stop than that which has just wrecked what was left of the world from the previous struggle. [...] Il n'y eut jamais de guerre plus facile à arrêter que celle qui vient de détruire ce qui restait du monde après la précédente.]» W. Churchill, *The Second World War*, vol. 12, Londres, Cassell, 1965, préface. Ce jugement ne surprendra que ceux qui, selon une tendance répandue et dommageable à tous points de vue, confondent la question des causes de la guerre avec celle des responsabilités pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

la fatalité, sa constante dénonciation de la résignation à la guerre lui valut de passer pour pro-munichois, alors qu'il fut le premier à dénoncer l'illusion passagère née à Munich et le remords de ce «*diktat humiliant, désastreux et décevant*»³³ d'où allait sortir le mouvement de bascule de l'opinion qui fit, selon le mot d'Emmanuel Berl, que l'on détesta l'Allemagne parce qu'elle augmentait le risque de guerre, puis que l'on détesta moins la guerre parce que l'on détestait davantage l'Allemagne.

Vient alors mai 1940 et la défaite. Je ne parle pas de ces événements dont il a été question dans les interventions précédentes. Je voudrais simplement, pour terminer, poser la question suivante: L'action d'Henri de Man en 1940 signifie-t-elle continuité ou rupture, fidélité ou trahison ? Ne serait-elle pas quand même, ou finalement, l'aboutissement d'une dérive vers le fascisme ?

Conclusions

Il faut tout d'abord distinguer deux choses différentes.

1° Mener une politique de présence au début de l'occupation (ce qui fut la règle à l'époque et non l'exception : veiller sur les biens du POB, répondre aux demandes des militants, accomplir maintes démarches pratiques, défendre les intérêts des travailleurs dans la remise en marche de l'économie, relancer l'action syndicale, plaider pour le retour des prisonniers, etc. Construire là-dessus une accusation de collaboration péjorative m'a toujours paru une aberration, mais il ne faut pas en perdre de vue l'enjeu global: restauration d'un gouvernement contesté, radicalisation de la gauche, question royale, etc. De Man pouvait difficilement rester impuni dans le contexte général de l'épuration/répression. On voulut sanctionner chez lui le refus de résistance, conséquence d'une guerre totale qui avait gommé toute différence entre civils et militaires. Soit. Mais si, comme je l'ai lu sous la plume d'un historien du droit, la non-résistance, c'est la collaboration, alors, adieu droit, justice, raison.

2° De Man fit, d'autre part, un choix politique et syndical contestable et contesté, déclenché par la catastrophe de mai-juin 1940 : la conviction que la victoire allemande créait une situation irréversible en enlevant les obstacles qui avaient empêché jusque-là la construction d'une paix durable et de la justice sociale. Ce sont les phrases bien connues du *Manifeste sur la débâcle du régime parlementaire et l'effondrement d'un monde décrépit*, et le message d'espoir : «*La paix n'a pas pu sortir de la libre entente des nations souveraines et des impérialismes rivaux; elle pourra sortir d'une Europe unifiée par les armes, où les frontières économiques auront été nivelées. La justice sociale n'a pas pu sortir d'un régime se disant démocratique mais où, en réalité, régnaien les puissances d'argent et les politiciens professionnels, régime devenu de plus en plus en plus incapable de toute initiative hardie, de toute réforme sérieuse. Elle pourra sortir d'un régime où l'autorité de l'Etat est*

³³H. de Man, *Une Offensive pour la paix*, Paris/Bruxelles, Ed. Labor, s.d. (1938), p. 20.

assez forte pour saper les priviléges des classes possédantes et remplacer le chômage par l'obligation pour tous de travailler.» On ne saurait mieux caractériser à la fois la continuité du but (la paix, la justice sociale) et la rupture radicale entre les moyens d'avant et ceux d'après. Il y a là à la fois fidélité dans l'aspiration et changement dans les moyens d'action, en aucun cas une rupture totale et moins encore une trahison.³⁴

Le projet politique tourne court très rapidement.³⁵ Il n'a pas dépassé le stade de l'intention ou de la «préparation idéologique». Or, c'est surtout cela, plus que l'action pratique, qui vaudra à de Man sa condamnation «pour avoir méchamment servi les desseins ou la politique de l'ennemi» et l'hostilité irréductible de la gauche clandestine ou en exil. A cet égard, de Man a été condamné sur de simples intentions. Soumettre un texte à la censure fut jugé, en 1946, «caractéristique de l'absence de dignité patriotique du prévenu». Il faut oser l'écrire ! Par ailleurs, si le projet avorte, c'est, entre autres facteurs, à cause de l'obstruction des Allemands, ce qui montre que – de leur point de vue, qui compte tout de même aussi – de Man ne servait ni leurs desseins ni leur politique. Rappelons au surplus que le changement de régime contenu dans le *Manifeste* et un *Programme* non divulgué presupposait la libération du Roi et la fin de l'occupation.³⁶ Il prévoyait une procédure de révision constitutionnelle. Il est évident que sa réalisation aurait dépendu d'un nouveau rapport de forces, ce qui était après tout la loi de la guerre.

3° Le Programme/Manifeste était-il fasciste ? De Man a lui-même reconnu des points de concordance avec le national-socialisme: substitution au capitalisme d'une communauté socialiste basée sur l'obligation du travail; économie dirigée pour le bien-être de la communauté entière; Etat autoritaire basé sur le principe de la direction personnelle et de la responsabilité envers le peuple entier. Mais il a aussi souligné des différences essentielles entre l'Allemagne et la Belgique: l'impérialisme de la première, sa puissance guerrière, la méfiance des Belges envers l'autorité, la discipline et la hiérarchie, et autres différences psychologiques profondes. On peut contester la concordance sur la nature socialiste du régime économique hitlérien, mais y rajouter le parti unique. Peu importe. Les situations, les systèmes sont par trop différents pour être comparés. Il faut tenir compte en outre d'un effet de survie par mimétisme – adopter un régime proche du régime commun que le vainqueur imposera probablement à l'Europe tout entière. Cela n'a cependant pas abusé les Allemands, qui tenaient de Man pour un pseudo-fasciste. C'est en effet banaliser le

³⁴ Je me permets de renvoyer à ce sujet à mon ouvrage *Léopold III et Henri de Man*, Genève, Ed. des Antipodes, 1988.

³⁵ Le projet syndical est allé plus loin, mais un arrêté du gouvernement de 1945 en a reconnu le caractère exclusivement belge jusqu'au 1.4.1942, date à laquelle de Man avait déjà cessé toute espèce d'action publique en Belgique et s'était retiré en Haute-Savoie.

³⁶ J. Velaers et H. Van Goethem (*Léopold III, de Koning, het Land, de Oorlog*, Tielt, Uitgeverij Lannoo, 1994, 2e impression, p. 1048, note 88) me permettront de corriger une erreur qu'ils commettent en me prêtant l'opinion inverse. Je n'ai jamais écrit que le *Programme du 19 juin* visait la constitution d'un gouvernement sous l'occupation allemande. Tel n'était en effet pas le cas. Cf. M. Brélaz, *Léopold III et Henri de Man*, p. 188 (notamment).

fascisme – autre résultat paradoxal de la théorie de Sternhell – que d'appeler fasciste «*toute critique un tant soit peu virulente de la démocratie libérale, tout effort de rénovation empruntant des voies qui peuvent aussi être celles du fascisme*».³⁷

Faisons pour finir le «test» de Burrin³⁸:

Type de communauté nationale	Position schématique de H. de Man
Communauté retrouvant une unité morale et sociale (degré zéro du fascisme ou d'un nationalisme démocratique)	Oui
Communauté exigeant de ses membres héroïsme, sacrifice, dévouement jusqu'à la mort (surtout fascisme, mais aussi nationalisme démocratique dans certaines circonstances, comme la Résistance)	Non (sauf nécessité comme la défense nationale reconnue par toutes les forces démocratiques)
Communauté définie: <ul style="list-style-type: none"> • à l'intérieur par une distinction élites/masses; • vers l'extérieur par une politique de puissance et d'expansion (fascisme, nationalisme de droite) 	<ul style="list-style-type: none"> • Oui en termes de responsabilité Non en termes de privilège • Non
Communauté placée sous la conduite d'un chef absolu et de partisans fanatiques (fascisme)	Non (le Roi est l'émanation de la souveraineté populaire)

4° Le Programme/Manifeste n'en rompait pas moins avec des points essentiels de la pensée antérieure d'Henri de Man jusqu'en 1939, moins il est vrai sur le plan des mobiles du socialisme que sur celui des moyens de le réaliser. Les différences essentielles sont le système du parti unique, la confusion des pouvoirs, le remplacement du Parlement par des organes corporatifs consultatifs et la réduction du suffrage universel à des formes de plébiscite qui réduisent et transforment le contrôle démocratique de la souveraineté populaire. «*La démocratie sans socialisme, c'est toujours la démocratie, tandis que le socialisme sans démocratie, ce n'est même pas le socialisme*», déclarait de Man en 1919 (*La Leçon de la guerre*). Il se défendait en 1941 d'avoir changé d'avis : «*Aujourd'hui comme alors, je considère la démocratie et le socialisme comme des causes indissolublement liées. Mais il y a belle lurette aussi que j'ai refusé de confondre avec la démocratie le régime parlementaire bourgeois, dont j'ai dit pourquoi il me paraissait condamné au discrédit et à la déchéance. La seule différence entre 1926 et 1940, c'est que la preuve en a été faite entre-temps*, et

³⁷ P. Milza, *Fascisme français*, p. 38.

³⁸ Ph. Burrin, *La Dérive fasciste*, Paris, Seuil, 1986, p. 24. «(...) Dans les cas d'hommes où il s'agit d'ambiguïté plus que d'une affiliation déclarée, il faut faire appel aux indications fournies par les conceptions idéologiques qui se dégagent de leurs écrits et de leurs prises de position. (...) Dans l'ordre d'une fascisation croissante, on pourrait inventorier les constellations suivantes dont l'addition seule forme le syndrome fasciste.» Ne voyons là qu'une approche de définition, laquelle fait défaut chez Sternhell ou prend la forme d'un concept à «géométrie variable» (S. Bernstein) sous prétexte – ce qui est vrai – qu'il n'existe pas de définition universelle du fascisme.

que depuis lors les exhortations à la réforme ont perdu leur sens.»³⁹ Or il y avait bel et bien une autre différence : c'est que le régime proposé en 1940, sans pour autant être fasciste, n'était plus démocratique, malgré l'indéniable popularité du Roi, puisqu'il lui manquait l'indispensable quoique impossible espace de liberté et le pluralisme.⁴⁰

Le fascisme n'est pour de Man que l'élément destructeur d'un régime périmé, la phase négative de la révolution que l'ancien socialisme s'est avéré incapable de réaliser. Que du moins la catastrophe fasse germer la graine d'une société meilleure. Vision absurde rétrospectivement, mais fréquente en 1940 et dans tous les camps. Elle se modifie d'ailleurs avec le temps. De Man raisonne alors dans l'optique d'une paix durable : ni Versailles, ni Versailles renversé, une paix de compromis. On sait qu'une telle hypothèse ne fut exclue qu'à partir de la Conférence de Casablanca en janvier 1943, après le renversement du sort des armes à l'Est où Staline reprend le dessus sur Hitler. Roosevelt et Churchill décident alors de lui donner des gages d'alliance sérieux en annonçant leur volonté d'imposer à l'Allemagne une «capitulation sans conditions».

Pour de Man la partie était perdue depuis longtemps. C'était une partie perdue d'avance quel que dût être le vainqueur, même dans l'hypothèse hautement improbable d'une paix de compromis, et heureusement pour lui pourrait-on dire car, s'il avait réussi, c'eût été en contradiction avec la profession de foi de toute sa vie : «*Ce n'est pas un mauvais moyen, la participation à la guerre, que l'on peut atteindre un bon but, la suppression de la guerre, car le moyen de la guerre met en action des mobiles passionnels qui sont des mobiles de guerre, aggravent et prolongent celle-ci et lui survivent. Il est tout aussi impossible de réaliser la liberté par le despotisme, la démocratie par la dictature, la non-violence par l'emploi de la violence.»⁴¹*

Que celui qui vit toujours en accord avec lui-même lui jette la première pierre. Pour ma part, et à l'opposé de Sternhell, j'en conclus que le pire échec d'Henri de Man plaide, a contrario, pour sa pensée. Quant à son attitude en 1940, à son ambition politique, à sa prétendue dérive vers le fascisme, abstraction faite de la médisance des uns et de l'imagination des autres, il n'en subsiste finalement pas grand-chose. On devrait être assez proche de la vérité en comparant sa tentative à un de ces «dirty jobs», un de ces sales boulot que personne ne veut faire parce qu'ils ne rapportent que désagréments et ingratitudes.

³⁹ H. de Man, «Vers la démocratie autoritaire», *Le Travail*, 13.9.1941.

⁴⁰ De Man écrivait dans *Au delà du marxisme*: «*Si les institutions parlementaires et démocratiques actuelles paraissent de plus en plus insuffisantes, c'est précisément parce qu'elles ne sont pas assez démocratiques.»* (p. 113) Et : «*Les idées fondamentales de la démocratie – l'égalité des droits pour tous les êtres humains et le droit de tous les membres d'une communauté de participer à la détermination du sort communautaire – sont plus vivantes que jamais dans le cœur des hommes, et le mécontentement des résultats obtenus est la preuve la plus frappante de la puissance du souhait incomplètement réalisé.»* (p. 114).

⁴¹ H. de Man, *Au delà du marxisme*, p. 248.

INFORMATIONS



ROBERT J. LEMOINE

Robert-J. Lemoine, né à Charleroi en 1897, mort prématurément à Bruxelles en 1938, fut le chef de cabinet d'Henri de Man quand celui-ci devint ministre des travaux publics et de la résorption du chômage en mars 1935. Ancien collaborateur scientifique de la Banque Nationale Belge, il était un ami proche de Paul Van Zeeland et fut le trait d'union entre celui-ci et de Man à l'époque du Plan du Travail. Partisan de l'économie dirigée, ce docteur en sciences économiques et financières participa en effet aux travaux du Bureau d'Etudes Sociales du POB et à l'élaboration du Plan. Il exerça des fonctions importantes dans les institutions gouvernementales telles que l'Office de redressement économique (OREC) et l'Office National du Placement et du Chômage. Lorsque de Man passa au ministère des finances dans le second gouvernement Van Zeeland, Lemoine céda sa place de chef de cabinet à J. Kuypers, mais n'en continua pas moins de collaborer avec de Man et d'assumer des responsabilités dans divers organismes. Il poursuivit parallèlement une carrière académique et devint professeur d'économie financière à l'Université Libre de Bruxelles.

Ces quelques renseignements sont extraits de l'inventaire des archives de Robert J. Lemoine établi par Eric Leclercq pour le compte de la Bibliothèque et Archives de l'Institut Emile Vandervelde à Bruxelles (1998, 42 p.). La matière, qui porte uniquement sur les cinq dernières années de la vie de Lemoine, les plus importantes, est divisée en quatre parties: les **dossiers** (Plan du Travail et programmes gouvernementaux, Contrôle des banques, Situation monétaire et chacun des deux organismes susmentionnés), les **notes et correspondances** (notamment avec Henri de Man ainsi qu'avec Paul Van Zeeland), les **cours et publications**, et enfin **pièces et documents divers**.

Remercions l'Institut Emile Vandervelde et Eric Leclercq de cette publication qui rendra d'éminents services à toute personne désireuse d'étudier la question du planisme et de la participation des socialistes au gouvernement. Il va de soi que l'examen du fonds est indispensable non seulement pour mieux connaître cette personnalité remarquable qu'on peut à juste titre considérer comme l'**«éminence grise»** du planisme, mais aussi pour mieux évaluer l'action gouvernementale d'Henri de Man. Regrettions simplement, en passant, que l'inventaire ne livre aucune indication sur l'origine (vraisemblablement familiale) de ces archives.



L'OURS

L'OURS est l'un des rares endroits en France où le chercheur, l'étudiant, le simple curieux peut consulter le Bulletin de notre Association. Ne serait-ce que pour cette raison il est bon d'en connaître l'adresse: 86 rue de Lille, 75007 Paris (tél. 01 45 55 08 60). C'est dire qu'on y trouvera beaucoup d'autres choses.

Mais qu'est-ce que l'OURS ? C'est l'Office Universitaire de Recherche Socialiste, une association fondée il y a près de trente ans par Guy Mollet et qui s'est fixé comme objet dans «*une optique et une démarche humaniste et laïque, la recherche, l'étude, l'information, la publication, l'édition, la diffusion, de tout ce qui concerne les problèmes de l'homme et de sa société, notamment aux points de vue politique, social, économique, culturel, historique...*» (article 2 des statuts). On peut donc adhérer à l'OURS, s'abonner à son mensuel socialiste de critique littéraire, culturelle et artistique (L'OURS, 280 numéros publiés) ou à sa toute nouvelle revue trimestrielle *Recherche socialiste* ou obtenir des informations sur ses activités.

L'OURS «fonctionne comme un centre de recherches théoriques et historiques, non seulement sur le socialisme, mais encore sur tous les problèmes humains de notre temps».

Pour ce faire il s'appuie sur des groupes de travail, des réunions bimensuelles, des colloques annuels publics, une bibliothèque, un centre d'archives et ses publications. La bibliothèque compte plus de 15'000 ouvrages et quelque 700 collections de périodiques français et étrangers. On y trouve, outre bien entendu les publications de la SFIO de l'après-guerre et de l'actuel Parti socialiste, les publications de l'ancienne SFIO et de divers courants telles que *Le Populaire de Paris* (1916-1970), *Le Socialisme* (1907-1913), *La Revue socialiste* (1885-1914), *Le Mouvement socialiste* (1800-1914), *La Vie socialiste* (1926-1935), *La Bataille socialiste* (1925-1939), etc. Quant aux archives, plus de cinquante fonds y ont été déposés depuis 1969 provenant tant d'organisations que de responsables politiques. L'OURS dispose également de films et de photographies, et met volontiers à disposition son aide documentaire pour la réalisation d'expositions et d'ouvrages.



ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION

La douzième assemblée générale de l'Association a eu lieu à Bruxelles le 22 novembre 1997. Outre les points habituels, l'assemblée a surtout traité la politique financière de l'Association. Le mandat de Mieke Van Haegendoren n'étant plus renouvelable, André ver Elst a été élu président. Nous remercions la présidente sortante de son activité et sommes persuadés que André ver Elst en assurera la continuité par son engagement en faveur d'une meilleure compréhension de l'actualité de la pensée d'Henri de Man dans le monde politique et intellectuel. Mentionnons également que l'assemblée a voulu honorer les mérites de Piet De Buyser en le désignant comme vice-président de l'Association, en remplacement de Juliaan Capelle qui est décédé le 14 mars 1997.



COTISATIONS

Les membres de l'Association sont invités à s'acquitter de leur cotisation pour l'année 1999 en utilisant l'un des moyens de paiements indiqués ci-après.

Belgique: Compte N° 220-0866780-24 de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, Jan Ockeghemstraat 16, B-2650 Edegem (compte auprès de la Generale Bank, 2650 Edegem). Les membres trouveront ci-joint un bulletin de virement qui leur simplifiera la tâche.

Suisse: Compte bancaire N° S 96.97.96 de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man auprès de la Banque Cantonale de Genève, CH-1211 Genève 2. Paiements par virement bancaire au compte précité ou versement postal sur le compte de chèques postaux 12-1-2, Banque Cantonale, CH-1211 Genève 2 en mentionnant sur le talon: «Compte S 96 97 96 Association Henri de Man».

Barème des cotisations	<i>Francs belges</i>	<i>Francs suisses</i>
Cotisation normale	1000	50
Cotisation normale, couple	1200	60
Cotisation de soutien	2000	100
Cotisation de soutien, couple	2200	110
Cotisation retraités, étudiants ou chômeurs	500	25

PUBLICATIONS DISPONIBLES



OEUVRES D'HENRI DE MAN	Francs belges	Francs suisses
<i>Au delà du marxisme</i> , Paris, Seuil, 1974, 444 p.	500	20
<i>L'Idée socialiste</i> , Genève, Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man et Presses Universitaires Romandes, 1975, XXXV + 542 p.	600	25
<i>Der neu entdeckte Marx / Marx redécouvert</i> , Genève, Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, 1980, 81 p.	300	12
<i>Voorbij het nationalisme</i> , Edegem, Vereniging voor de studie van het werk van Hendrik de Man, 1988, 260 p. (traduction en néerlandais de J. Capelle)	500	-
<i>Massificatie en Cultuurverval</i> , Edegem, Vereniging voor de studie van het werk van Hendrik de Man, 1991, 254 p. (traduction en néerlandais de W. de Brock)	700	-
<i>Nationalisme en Socialisme</i> , Bruxelles, De Wilde Roos, 1932 - Edegem, Vereniging voor de studie van het werk van Hendrik de Man, 106 p.	300	-
<i>Wir! Ein sozialistisches Festspiel</i> , Berlin, Arbeiterjugend-Verlag, 1932, 35 p. (réédition par M. De Ridder, Anvers)	300	-
ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'OEUVRE DE H. DE MAN		
<i>Actes du colloque international sur l'oeuvre d'Henri de Man</i> , Genève, Faculté de droit, 1973, 3 vol. polycopiés, 305 p.	500	20
<i>Bulletin de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man</i> .	100 300	4 12
Publication périodique comprenant des contributions, études, textes moins connus d'Henri de Man, rapports sur les activités de l'Association, avis destinés aux membres etc.		
Tous les numéros sont disponibles (les trois premiers en photocopie) au prix de FB 100 / FS 4 l'exemplaire. Le Bulletin N° 13 (218 p.), publié à l'occasion du centenaire de la naissance d'Henri de Man, est vendu au prix de FB 300 /FS 12.		

AUTRES OUVRAGES		Francs belges	Francs suisses
Michel Brélaz:			
<i>Henri de Man, une autre idée du socialisme</i> , Genève, Ed. des Antipodes, 1985, 814 p.		800	32
<i>Léopold III et Henri de Man</i> , Genève, Ed. des Antipodes, 1988, 340 p.	Broché Relié	700 —	28 40
<i>Le "Dossier Léopold III" et autres documents sur la période de la seconde guerre mondiale</i> , Genève, Ed. des Antipodes, 1989, 456 p.	Broché Relié	700 —	28 40
Peter Dodge:			
<i>Beyond Marxism: the Faith and Works of Hendrik de Man</i> , La Haye, M. Nijhoff, 1966, 280 p.		800	—
<i>A documentary study of Hendrik de Man, socialist critic of Marxism – compiled, edited and largely translated by Peter Dodge</i> , Princeton, Princeton University Press, 1979, 362 p.		800	—
Marlene de Man-Flechtheim:			
<i>Geschiedenis van mijn leven. Een tijdsdocument – Bezorgd en ingeleid door prof. dr. Mieke Van Haegendoren</i> Leuven, Acco, 1993, 111 p.		485	—
BROCHURES DIVERSES			
<i>Hendrik de Man: een portret</i> , Antwerpen, Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuurleven, 1985, 72 p.		300	—
<i>Mens en Taak – Hendrik de Man 1885-1985</i> , Antwerpen, 1985, 44 p.		200	—
<i>Open Venster – Hendrik de Man, een ethisch socialisme</i> , (A. de Decker), 1978, 32 p.		100	—
<i>A.M. Van Peski, Hendrik de Man. Ein Wille zum Sozialismus</i> , Tübingen, J.C.B. Mohr, 1963, 24 p.		100	—

Commandes

Les prix de vente indiqués s'entendent nets, port compris. Les étudiants et librairies bénéficient d'une réduction de 25%.

Les commandes adressées

- en francs belges à l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, Jan Ockeghemstraat 16, B-2650 Edegem
- en francs suisses aux Editions des Antipodes, case postale 642, 1212 Grand-Lancy 1.
seront exécutées moyennant versement
- en francs belges au compte de l'Association N° 220-0866780-24, Generale Bank, B-2650 Edegem
- en francs suisses au compte N° S 96.97.96 de l'Association, Banque Cantonale de Genève, CH-1211 Genève 2 (ou compte de chèques postaux 12-1-2, Banque Cantonale de Genève avec mention sur le talon: «Compte S 96 97 96 Association Henri de Man») ou au compte de chèques postaux 12-23314-2, Editions des Antipodes, CH-1212 Grand-Lancy 1.

POST-SCRIPTUM

Lucien BOUSSÉ

KRONIEK VAN DE DAG *

Tien jaar geleden verscheen bij Leo Lehnen Verlag te München een hoogstaand en diepzinnig cultuur-filosofisch werk onder de titel *Vermassung und Kulturverfall* (*Massificatie en cultuurverval*) van één onzer eminentste landgenoten: Hendrik de Man. Ik aarzel niet Hendrik de Man een vooraanstaand geleerde en politicus te noemen, in weerwil van de kritiek die deze opvatting kan ontlokken, doch het gaat niet op zich te blijven doodstaren op nevenbeschouwingen. Waar het op aankomt: te erkennen dat Rik de Mans politieke en geestelijke gedachtenarsenaal van vóór de Tweede Wereldoorlog ver zijn tijd vooruit was. Is het overigens niet opmerkelijk dat in de golf van economische vernieuwingswoede die ons land overspoelt, Rik de Man als een voorloper wordt geciteerd?

Eindelijk ontdekken wij Belgen, die zo moeilijk het plan voor hun samen-leven kunnen maken, maar met des te meer gemak hun plan trekken in de samenleving, de mens Rik de Man, de architect van een modern politiek en economisch bestel. Wij hebben in ons land vele slechte praktici en ontstellend weinig goede theoretici. Vandaar dat het niet langer aanvaardbaar is de politieke theoreticus van groot gehalte, Rik de Man, dood te verven. De tiende verjaardag van een boek dat onze tijd op de ontleedtafel legt en de lezer ervan wegwijs maakt in het labyrinth van ons bestaan, ons samen-bestaan, gaat meestal zonder boe of ba voorbij. De verjaardagen van de boeken worden helaas niet met bloemen en bewierokende toespraken gevierd, waarom? Leeft immers de geest, de lichtende idee van de fysiek verdwenen mens niet voort in en door het boek?

* Lucien Boussé, rédacteur en chef du journal télévisé de la BRTN entre 1974 et 1980, est décédé le 16 novembre 1998, à l'âge de 73 ans. Le 3 février 1978, il organisa à Lokeren une soirée d'études sur le Plan du Travail à laquelle collaborèrent Piet De Buyser et Karel Van Miert. Nous reproduisons ici sa chronique radiodiffusée du 3 mai 1961 ayant pour objet *Vermassung und Kulturverfall*.

Ik erken graag dat Rik de Mans werk *Vermassung und Kulturverfall* een diepe indruk op mij heeft gemaakt. Hoewel het meer met filosofie, moraal en sociologie dan met Realpolitik te maken heeft, werd mijn politieke inzicht in de structuur van onze samenleving door de lectuur van dit boek enorm verruimd. Hendrik de Man geeft hierin niet alleen het bewijs dat hij de pols van zijn tijd, onze tijd voelde slaan, maar dat hij ook in staat was leiding te verstrekken.

Men doet de zekerheid op dat hij onze chaotische samenleving kon ordenen, dat hij wist waar de oorzaak van het kwaad te zoeken was. Het feit alleen reeds dat hij in de jaren dertig een economisch plan heeft uitgedacht, het *Plan de Man*, bewijst bovendien dat hij ook het euvel kon bestrijden. Er is echter meer: een kwarteeuw na Rik de Mans politieke verantwoordelijkheid in dit land is de kwaal nog steeds van dezelfde aard en nog steeds niet uitgeroeid. De economische stagnatie en het onbehaaglijke gevoel dat er iets misloopt in het raderwerk van onze staathuishoudkunde, doet ons uitkijken naar middelen om met het kwaad eens en voorgoed gedaan te maken. We zitten nu in de polemiek van het *pro en contra* omtrent economische planning, planbureau, een nationale investeringsmaatschappij en controle op de holdings en trusts. Ja, wij zoeken naar een uitweg die Hendrik de Man ons 25 jaar geleden reeds wees. Om deze reden heb ik gemeend de tiende verjaardag van één onze hoogstaande geestelijke producten in herinnering te brengen, want een volk dat de verdiensten van het werk van zijn grote mannen verloochent, erger, blijft verloochenen, is een arm volk.

